



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 DECEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 27^e jour de novembre 1901, de nommer M. Polycarpe Renaud, notaire, de la ville des Laurentides, comté de l'Assomption, commissaire *per dedimus potestatem*, pour le district de Joliette, conformément aux dispositions de l'art. 605 des S. R. P. Q.

4465

Québec, 5 décembre 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le 5 décembre 1901, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal, MM. Odilon Bellavance, François Bérubé et Wilfrid Roy, estimateurs, de la municipalité de Sainte-Marie de Sayabec, comté de Matane.

4497

Avis est par le présent donné que, par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, portant la date du 22 novembre dernier 1901, M. George Darveau, courtier, et M. Joseph Tanguay, cordonnier-monteur, tous deux de la cité de Québec, ont été nommés membres du Conseil d'Arbitrage pour le

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th DECEMBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th day of November, 1901, to appoint Mr. Polycarpe Renaud, notary, of the town of Laurentides, commissioner *per dedimus potestatem*, for the district of Joliette, in conformity with the provisions of article 605 of the R. S. P. Q.

4466

Quebec, 5th December, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 5th of December, 1901, in virtue of the provisions of article 728 of the municipal code, Messrs. Odilon Bellavance, François Bérubé and Wilfrid Roy, valuers, of the municipality of Sainte Marie de Sayabec, county of Matane.

4498

Notice is hereby given that, by order of the Lieutenant-Governor in Council, dated the 22nd November last, 1901, Mr. George Darveau, broker, and Mr. Joseph Tanguay, laster, both of the city of Quebec, have been appointed members of the Council of Arbitration for the settlement

règlement des différends industriels, non compris les différends se rapportant à la construction et à l'exploitation des chemins de fer, et ce sous l'autorité de l'Acte 1 Edouard VII, chapitre 31, section 15, sous-sections 1, 2 et 3.

S. LESAGE,
Sous-ministre.

ERNEST GAGNON,
Secrétaire,
Département de la Colonisation
et des Travaux publics.
Québec, 3 décembre 1901. 4463

of labor disputes, other than those in respect to of railway construction or traffic on railways, and this under the authority of the Act 1st Edward VII, chapter 31, section 15, sub-sections 1, 2 and 3.

L. LESAGE,
Deputy minister.

ERNEST GAGNON,
Secretary,
Department of Colonization
and Public Works.
Quebec, 3rd December, 1901. 4464

Proclamation

Canada
Province of }
Québec } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER

FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4455

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

4456

Avis du Gouvernement

No 2866.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 novembre dernier, 1901, de détacher le lot No 284, du cadastre de la paroisse de "Sainte-Martine", comté de Châteauguay, et l'annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Urbain Premier," dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1902.)

4457

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 29 novembre 1901, incorporant Frederick Welker, marchand, de la cité de Vancouver, C. A.; Joshua Collitt Rose, marchand; William Stirling Lafamme, marchand; Alexander Stearns McCormick, étudiant, tous de la ville de Westmount, et William Welker, marchand, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes, savoir:

Manufacturer, raffiner et emballer de nouveau des sirops, melasses, gelées au miel, conserves, confitures, viandes émincées (mince meats), marmelade, sucre (bar sugar) et objets semblables de toute description;

Manufacturer des barils, boîtes, caques, sacs, boîtes d'étain, et toute sorte d'emballage;

Importer, exporter, vendre, manufacturer les objets ci-dessus mentionnés et en faire le commerce;

Agir comme agents et facteurs en rapport à l'achat, vente, réception et disposition de marchandises de toute description;

Faire toutes autres affaires (soit de manufacture ou autrement), dont la compagnie pourra être capable de conduire avantageusement, en rapport avec les susdits objets, ou calculées, directement ou indirectement, pour augmenter la valeur d'icelles, ou rendre profitable toute propriété ou tous droits de la compagnie;

Acquérir et entreprendre toute ou aucune partie des affaires, propriété et engagements de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée de faire, ou ayant une propriété convenable pour les objets de cette compagnie, sous le nom de "The Imperial Syrup Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000), divisé en vingt-cinq mille actions (25,000) d'une piastre (\$1.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce 30e jour de novembre 1901.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

4449

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Canton Matane.

Lots 12 et 13, du 12e rang, R. R., à Malvina Parent, épouse de Jos. Carrier.

Canton McNider.

Lot 27, du 12e rang, à J.-Bte Pouliot, fils.

Government Notice

No. 2866.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th November last, 1901, to detach lot No. 284, of the cadastre of the parish of "Sainte Martine," county of Châteauguay, and to annex it, for school purposes, to the municipality of "Saint Urbain Premier," in the same county.

This annexation, if it is authorized, should take effect only on the 1st of July next, 1902.

4458

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 29th of November, 1901, incorporating Frederick Welker, of the city of Vancouver, B. C., merchant; Joshua Collitt Rose, merchant; William Stirling Lafamme, merchant; Alexander Stearns McCormick, student, all three of the town of Westmount, and William Welker, merchant, of the city and district of Montreal, for the said purposes, viz:

To manufacture, refine and repack syrups, molasses, honey jellies, jams, preserves, mince-meats, marmalade, bar-sugar and like commodities of every description;

To manufacture barrels, boxes, kegs, sacks, cans and any and every kind of package;

To import, export, trade in, sell, manufacture and deal in the above mentioned commodities;

To act as agents and factors in relation to the purchase, sale, receipt and disposition of merchandise of any description;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on, in connection with the above, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, under the name of "The Imperial Syrup Company", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into twenty-five thousand shares (25,000) of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this 30th day of November, 1901.

ADELARD TURGEON,

Provincial Secretary.

4450

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Township Matane.

Lots 12 and 13, of 12th range, R. R., to Malvina Parent, wife of Jos. Carrier.

Township McNider.

Lot 27, of 12th range, to J.-Bte Pouliot, jr.

Canton Romieux.

2e rang.

Lot 24, à Jos. Gagnon, sr.
Lots 29 et 41, à Anicet Gagné.
Lot 43, à Nap. Ouellet.
Lot 44, à Jos. St. Laurent.

Canton Cranbourne.

Lot 37, du 6e rang, à Oct. Chamberland.

Canton Duquesne.

2e rang.

Lot 27, à Jos. Bédard.
Lot 32, à Nap. Proulx.
 $\frac{1}{2}$ N. E., du lot 36, à Jos. Levesque.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 7 décembre 1901.

4499

No 3026.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-George d'Henryville, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-George d'Henryville, savoir : la partie nord du lot No 32 ainsi que les lots Nos 18 et 32, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Thomas, comté de Missisquoi.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

4367-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 19 novembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Marie Eugène Labrèche, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, dans le comté de Shefford, district de Bedford, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Pierre Simon Grandpré, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton qui a cessé de pratiquer comme notaire public, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.).

4317-3

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Township Romieux.

2nd range.

Lot 24, to Jos. Gagnon, sr.
Lots 29 and 41, to Anicet Gagné.
Lot 43, to Napoléon Ouellet.
Lot 44, to Jos. St. Laurent.

Township Cranbourne.

Lot 37, of 6th range, to Oct. Chamberland.

Township Duquesne.

2e range.

Lot 27, to Jos. Bédard.
Lot 32, to Nap. Proulx.
N. E. $\frac{1}{2}$, of lot 36, to Jos. Levesque.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 7th December, 1901.

4500

No. 3026.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint George d'Henryville, county of Iberville, the following cadastral lots of the parish of Saint George d'Henryville, namely : the north part of lot No. 32 as also lots Nos. 18 and 32, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Thomas, county of Missisquoi.

This annexation, if it is authorized, will come into effect on the 1st July next, 1902.

4368

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 19th November, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by Marie Eugène Labrèche, esquire, notary public, of the parish of Saint Valérien de Milton, in the county of Shefford, district of Bedford, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Pierre Simon Grandpré, of the parish of Saint Valérien de Milton, who has ceased to practice as notary public, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

4318

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz : In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Québec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

4217

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

4219 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

4218

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

4220 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

**ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES.**

Résolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifieront dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,
Greffier des Communes.

4221

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'éten-

**SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF
COMMONS.**

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,
Clerk of the Commons.

4222

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend

l'us du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

80.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la production de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Aucune pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit

to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

80.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the bill in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3510

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock

pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice of shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront revêtus par ceux qui en demandent la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

3511

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte.

RENAUD & GUIBAULT,

Procureurs de la dite ville de Joliette.

Joliette, 29 novembre 1901.

4451

Avis public est par le présent donné que Louis Savard, de la cité de Québec, étudiant en loi, présentera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi à l'effet d'autoriser la chambre des notaires à l'admettre à la profession de notaire, après les examens requis.

FISSET & CHAPLEAU,

4481

Procureurs du requérant.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS

3512

Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made, at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the town of Joliette, to have its charter amended and consolidated.

RENAUD & GUIBAULT,

Attorneys for the said town of Joliette.

Joliette, 29th November, 1901.

4452

Public notice is hereby given that Louis Savard, of the city of Quebec, student at law, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act for the purpose of authorizing the board of notaries to admit him to the profession of notary, after the required examinations.

FISSET & CHAPLEAU,

4482

Attorneys for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Alexandre Legault, domicilié en la ville de Salaberry de Valleyfield, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

D. McAVOY,
Procureur du requérant.
Valleyfield, 4 décembre 1901. 4471

Public notice is hereby given that Alexandre Legault, domiciled in the town of Salaberry de Valleyfield, student at law, will apply to the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act authorizing the bar of the province of Quebec to admit him as one of its members, after examination.

D. McAVOY,
Attorney for petitioner.
Valleyfield, 4th December, 1901. 4472

Avis public est par le présent donné que Léon Domitien Eugène Rousseau, des cité et district de Québec, avocat, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

DIONNE & GRENIER,
Procureurs du requérant.
Québec, 3 décembre 1901. 4473

Public notice is hereby given that Léon Domitien Eugène Rousseau, of the city and district of Quebec, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act authorizing the board of notaries of the province of Quebec, to admit him as one of its members, after examination.

DIONNE & GRENIER,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 3rd December, 1901. 4474

Province de Québec, }
District de Bedford. }

Avis public est par le présent donné que William Kenneth McKeown, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, étudiant, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

WILLIAM KENNETH McKEOWN.
Cowansville, 2 décembre 1901. 4479

Province of Quebec, }
District of Bedford. }

Public notice is hereby given that William Kenneth McKeown, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, student, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him among its members, after examination.

WILLIAM KENNETH McKEOWN.
Cowansville, 2nd December, 1901. 4480

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que la succession Léon Benoit Alfred Charlebois, de Laprairie, s'adressera à la législature de Québec, à la prochaine session, pour être autorisée à vendre ses propriétés immobilières et à faire maintenant le partage des biens de la dite succession.

LOUIS MASSON,
Son Exécuteur testamentaire.
Montréal, 21 novembre 1901. 4359-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the estate Léon Benoit Alfred Charlebois, of Laprairie, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to be authorized to sell the immovable properties and to make now the partition of the properties of the said estate.

LOUIS MASSON,
His testamentary executor.
Montreal, 21st November, 1901. 4360

Avis est par les présentes donné que L. H. Chouinard, marchand, J. E. Gagnon, notaire, Félix Desrosiers, marchand, L. J. Levasseur, marchand, G. A. Côté, médecin, de Matane; J. B. A. Boudreau, commerçant, J. H. Brassard, commerçant, Emile Dubé, commerçant, Jos. Hamel, bourgeois, Napoléon Dion, M. P. P., marchand, de Fraserville; Trefflé Côté, commerçant, Emile Lamontagne, commerçant, de Cap Chat; Préfontaine et frère, commerçants, Charles A. Gauvreau, M. P., notaire public, Aug. Bertrand, commerçant, de l'Isle Verte; Zéphirin Lanouette, bourgeois, François St. Laurent, bourgeois, François Parent, bourgeois, Majorique Bélanger, bourgeois, de Sandy Bay; Augustin Harrison, cultivateur, de Matane; Auguste Leclerc, commerçant, de la rivière à la Martre; Donat Caron, M. P. P., cultivateur, de Saint-Octave de Métis, Alfred Girard, M. P. P., avocat, Marieville; I. L. Lafleur, marchand de fer, Montréal; N. P. Tanguay, marchand de bois, Weedon; J. M. Lovell, M. P. P., commerçant de bois, Coaticook; Xavier Kennedy, M. P. P., commerçant, Douglastown, et Narcisse Rioux, marchand, Québec, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront, sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé", et leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une voie ferrée depuis un point quelconque à Saint-Octave de Métis ou près de cet endroit, dans le comté de Matane jusqu'à un point quelconque à Saint-Jérôme de Matane, ou près de cette localité, avec pouvoir de construire un embranchement depuis le dit lieu de Saint-Jérôme de Matane, longeant la rivière Matane jusqu'à sa source à l'intérieur des terres, à un point quelconque du

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of this province, L. H. Chouinard, merchant, J. E. Gagnon, notary public, Félix Desrosiers, merchant, L. J. Levasseur, merchant, G. A. Côté, physician, of Matane, J. B. A. Boudreau, trader, J. H. Brassard, trader, Emile Dubé, trader, Jos. Hamel, gentleman, Napoléon Dion, M. L. A., merchant, of Fraserville; Trefflé Côté, trader, Emile Lamontagne, trader, of Cape Chat; Préfontaine and brother, traders, Charles A. Gauvreau, M. P., notary public, Aug. Bertrand, trader, of Isle Verte; Zéphirin Lanouette, gentleman, François St-Laurent, gentleman, François Parent, gentleman, Majorique Bélanger, gentleman, of Sandy Bay; Augustin Harrison, farmer, of Matane; Auguste Leclerc, trader, of the river à la Martre; Donat Caron, M. L. A., farmer, of Saint Octave de Métis; Alfred Girard, M. L. A., advocate, of Marieville; I. L. Lafleur, hardware merchant, Montreal; N. P. Tanguay, lumber merchant, Weedon; J. M. Lovell, M. L. A., lumber merchant, Coaticook; Xavier Kennedy, M. L. A., trader, Douglastown, and Narcisse Rioux, merchant, Quebec, will apply for an act of the said legislature, incorporating them and all other persons who may hereafter join them under the name and style of "La Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé", and granting them a charter to construct and run a railway from a certain point at Saint Octave de Métis or near that place, in the county of Matane, to a certain point at Saint Jérôme de Matane or near that place, with power to build a branch from the said place at Saint Jérôme de Matane, following Matane River to its springs in the lands interior to a certain point of the promoted railroad named Atlantic, Quebec and Occidental Railway, then from the said place of Saint Jérôme

chemin de fer projeté appelé chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, puis du dit lieu de Saint-Jérôme de Matane la ligne principale se continuer en longeant le littoral du Golfe Saint-Laurent jusqu'à Cap Chat, avec embranchement suivant la Vallée de la rivière Sainte-Anne jusqu'à la source de cette rivière à un point quelconque du chemin de fer projeté appelé chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental et, à défaut de construction de ce dernier, se continuer jusqu'au Bassin de Gaspé, enfin la ligne principale à partir du Cap Chat pourra continuer en longeant le littoral et en suivant en autant que possible le chemin maritime jusqu'au Bassin de Gaspé ou ses environs, dans le comté de Gaspé, de faire tous les travaux nécessaires à cette fin, d'acquérir ou posséder tout le terrain nécessaire à la dite voie ferrée, de construire les gares ou sheds nécessaires, d'acquérir et posséder le matériel roulant nécessaire à l'exploitation de la dite voie ferrée, d'y faire circuler des chars, d'établir un tarif et de faire des règlements pour la bonne administration de la dite voie ferrée et pour autres fins.

A. GIRARD,
Solliciteur des requérants.

Québec, 26 novembre 1901. 4365-2

Avis est par le présent donné que les médecins J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, J. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd et J. W. Stirling, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte les incorporant sous le nom de "The Montreal-Medico Chirurgical Society", dans le but de promouvoir l'avancement de la science médicale et chirurgicale par tous les moyens qu'ils jugeront avantageux et opportuns, et aussi pour le maintien d'une bibliothèque médicale.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 novembre 1901. 4261-4

AVIS

Avis est par le présent donné que "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

L. P. SIROIS.
4315-3

Québec, 18 novembre 1901.

AVIS PUBLIC.

Les soussignés Dame Susan Ann Walker, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, veuve de l'honorable Joseph Octave Villeneuve, sénateur du Canada; Dame Rachel Villeneuve, épouse de Alphonse Morin, protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Iberville, et dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Jacques Villeneuve, agent, de la cité de Montréal; Eugène Villeneuve, comptable, du même lieu, et Frederick Villeneuve, avocat, de la cité de Edmonton, dans les Territoires du Nord-Ouest, donnent avis par le présent qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un bill pour changer et modifier le dernier testament du dit honorable Joseph Octave Villeneuve, fait le 16 octobre 1900, devant Mtre Joseph P. Landry, notaire, de la dite cité de Montréal, et tous autres testaments et codicilles, ayant rapport au testament ci-dessus en dernier lieu mentionné, dans les buts suivants:

(a) Autoriser les exécuteurs nommés en vertu du dit testament et leurs successeurs à emprunter une somme d'argent pour payer les légataires, remboursable après un certain nombre d'années, avec intérêt et fonds d'amortissement payable avec les revenus;

de Matane the main line be continued along the shore of Saint Lawrence Gulf until Cape Chat, with a branch following the Valley of Sainte Anne's River until the spring of the said river to a point else of the said promoted railroad named Atlantic, Quebec & Occidental Railway, and the latter failing to be constructed, be continued as far as Gaspé Basin, finally the main line from Cape Chat may be continued a shore and in following in as much as possible the maritime road till Gaspé Basin or around, it in the county of Gaspé, to make all the necessary works to that effect, to acquire and use the necessary ground for said railway, to erect the necessary sheds and stations, to acquire and use the necessary rolling stock, to run cars on said railroad, to have a tariff and to make by-laws for the regulation and administration of the said railway and other purposes.

A. GIRARD,
Solicitor for applicants.

Québec, 26th November, 1901. 4366

Notice is hereby given that doctors J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, J. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd and J. W. Stirling, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an act to incorporate them under the name of the "The Montreal Medico Chirurgical Society", for the purpose of promoting the advancement of medical and surgical science by such means as to them shall appear expedient and proper, and also the maintenance of a medical library.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solicitors for applicants.

Montreal, 13th November, 1901. 4262

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act constituting them into corporation.

L. P. SIROIS.
4316

Québec, 18th November, 1901.

PUBLIC NOTICE.

The undersigned Dame Susan Ann Walker, of the city of Montreal, in the district of Montreal, widow of the Honorable Joseph Octave Villeneuve, senator of Canada; Dame Rachel Villeneuve, wife of Alphonse Morin, prothonotary of the superior court for the district of Iberville, a party to these presents to authorize his said wife; Jacques Villeneuve, agent, of the city of Montreal; Eugène Villeneuve, accountant of the same place, and Frederick Villeneuve, barrister, of the city of Edmonton, in the North West territories, hereby give notice that they will petition the legislature of the province of Quebec, at the next session, to pass a bill to alter, modify and change the last will and testament of the said Honorable Joseph Octave Villeneuve, received on the 16th October, 1900, before Mtre. Joseph P. Landry, notary, of the said city of Montreal, and all other codicils or last wills having any relation to the above mentioned last will and testament, for, amongst other purposes, the following:

(a) To authorize the executors appointed under the said will and their successors to borrow a sum of money to pay the legacies, reimbursable after a certain number of years, with interest and sinking fund payable out of the revenues;

- (b) Mieux pourvoir au paiement de toutes les dépenses, intérêt et fonds d'amortissement ;
 (c) Maintenir un fonds de réserve ;
 (d) Augmenter la pension payable à la dite Dame Susan Ann Walker ;
 (e) Régulariser le partage des revenus entre les enfants du dit testateur ;
 (f) Mettre de côté les legs alimentaires faits en faveur de certains enfants et petits enfants du dit testateur ;
 (g) Pourvoir au partage final de la succession ;
 (h) Autoriser les dits exécuteurs testamentaires à venir en aide aux dits enfants du testateur ;
 (i) Pourvoir au remplacement des exécuteurs testamentaires et à leur rémunération ;
 (j) Définir la substitution créée ou devant être créée en faveur des petits enfants ;
 (k) Prolonger le délai pour le règlement de la succession avec le ci-devant associé du dit testateur ;
 (l) Mieux régulariser la vente des biens appartenant à la dite succession ;
 (m) Et pour toutes autres choses en rapport au dit testament et pour les fins sus-mentionnées.

SUSAN ANN WALKER,
 RACHEL VILLENEUVE,
 ALPHONSE MORIN,
 JACQUES VILLENEUVE,
 EUGENE VILLENEUVE,
 FREDERICK VILLENEUVE.

Montreal, 25 novembre 1901.

4361-2

- (b) To better provide for the payment of all the expenses, interest and sinking fund ;
 (c) To maintain a reserve fund ;
 (d) To increase the pension payable to the said Dame Susan Ann Walker ;
 (e) To regulate the partition of the revenues between the children of the said testator ;
 (f) To set aside alimentary legacies provided for certain children and grand children of the said testator ;
 (g) To provide for the final partition of the estate ;
 (h) To authorize the said testamentary executors to grant aid to the said children of the testator ;
 (i) To provide for the replacing of the testamentary executors and the remuneration of them ;
 (j) To define the substitution created and to be created in favor of the said grand children ;
 (k) To extend the delay for the settlement of the estate with the late partner of the said testator ;
 (l) To better regulate the sale of the things belonging to the said estate ;
 (m) And for all other things in relation to the said testament and above mentioned purposes.

SUSAN ANN WALKER,
 RACHEL VILLENEUVE,
 ALPHONSE MORIN,
 JACQUES VILLENEUVE,
 EUGENE VILLENEUVE,
 FREDERICK VILLENEUVE,

Montreal, 25th November, 1901.

4362

Avis est par le présent donné que André E. Vallerand, marchand, J. Elie Martineau, marchand, François-Xavier Drolet, ingénieur manufacturier, C. Emile Morissette, entrepreneur, Archange Racine, fondeur, Fidèle Blouin, manufacturier, Charles A. Paquet, marchand, tous de Québec ; Jos. Edouard Caron, cultivateur, de Sainte-Louise de L'Islet ; Basile Néron, marchand, de Saint-Jérôme Lac Saint-Jean, lesquels et autres sont déjà incorporés par lettres patentes sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan" demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un acte les incorporant sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". La compagnie demandera les pouvoirs d'acheter et acquérir sur la rivière Métabetchouan et ses affluents ou tout autre endroit dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe ; de produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage à la lumière électrique dans les susdits comtés ; de construire des bateaux à vapeur et chalands destinés au transport de ses produits ; de construire et posséder des moulins à pulpe, à scier et à farine ; d'ériger et entretenir des digues pour approvisionnement d'eau ; de faire le commerce de bois dans toutes ses branches ; de construire et posséder des magasins pour le commerce général, et posséder, vendre, louer ou échanger des terrains pour les fins de son industrie ; de déterminer le tracé et entreprendre la construction et la mise en exploitation d'embranchements de chemins de fer destinés à relier les moulins et autres établissements industriels de la compagnie aux lignes de chemins de fer ou de bateaux déjà existantes ou pouvant exister dans la suite ; de construire des lignes de télégraphe et de téléphone pour l'usage de la compagnie ; d'exproprier lorsque nécessaire pour les fins d'embranchements de chemins de fer et de travaux sur les rivières et lacs ; d'ester en justice et en général tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires et utiles pour les objets et les fins qu'elle se propose.

H. G. CARROLL,
 Procureur des requérants.

Québec, 20 novembre 1901.

4325-3

Notice is hereby given that André E. Vallerand, merchant, J. Elie Martineau, merchant, François-Xavier Drolet, manufacturing engineer, C. Emile Morissette, contractor, Archange Racine, founder, Fidèle Blouin, manufacturer, Charles A. Paquet, merchant, all of Quebec ; Jos. Edouard Caron, farmer, of Sainte Louise de L'Islet ; Basile Néron, merchant, of Saint Jérôme, Lake Saint John, who, with others, are already incorporated by letters patent, by the name of "La Compagnie de Pulpe de Metabetchouan" will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a chart incorporating them by the name of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". The company will ask for power to buy and acquire on the river Métabetchouan and its affluents or anywhere else, in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake Saint John, water powers, timber limits and the lands it may need to erect mills and dams necessary for the making of pulp ; to make electricity, to make installations for electric lighting in the aforesaid counties ; to build steamboats and lighters for conveying their products ; to build and own pulp, saw and grist mills ; to erect and keep dams for supplying water ; to carry on lumber trade in all its branches ; to build and own shops for general trade, and to own, sell, lease and exchange lands for the purposes of its business ; to lay out and undertake the building and working of branch railways for the purpose of connecting the mills and other industrial establishments of the company with the railways or boat lines already existing or which may exist hereafter ; to construct telegraph and telephone lines for the use of the company ; to expropriate when necessary for the purposes of branch railways and works on the rivers and lakes ; to appear in judicial proceedings, and to obtain generally all the powers which may be necessary or useful for the objects and aims which it has in view.

H. G. CARROLL,

Attorney for petitioners.

Québec, 20th November, 1901.

4326

Avis public est par le présent donné que Herbert Alexander McCrea, de Hemmingford, dans le canton de Hemmingford et comté de Huntingdon, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, autorisant l'association des dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, et accorder au dit Herbert Alexander McCrea un certificat de chirurgien dentiste licencié dans la dite province, après examen requis par la dite association des dentistes.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs du dit Herbert Alexander McCrea.
Daté, 21 octobre 1901. 4163-5

Avis est par le présent donné par Méline Auclair, veuve Aldéric Gravel, de Saint-Vincent-de-Paul, Sophie Nadon, veuve Claude Gravel, de la paroisse de Sainte-Rose, Stanislas Ouellette et Ludger Ouellette, tous deux de la paroisse de Saint-Laurent, tous dans le district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session pour faire ratifier un acte de vente par Claude Gravel, aux dits messieurs Ouellette, reçu devant Mre A. Lecours, notaire, le 7 septembre 1895.

CHARLES LAURENDEAU,
Procureur des requérants.
Montreal, 4 novembre 1901. 4185-5

AVIS

Avis public est par le présent donné que Joachim Reid, dentiste, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec,

FITZPATRICK, ROY & CANNON,
Procureurs du requérant.
Québec, 26 novembre 1901. 4429-2

Avis Divers

ASSOCIATION DES ARCHITECTES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

AVIS

Les examens pour l'admission à l'étude de l'architecture et à l'enregistrement auront lieu mercredi le 15, jeudi le 16, et vendredi le 17 janvier 1902, aux bureaux de l'association des architectes de la province de Québec, 112, rue Mansfield, à Montréal, et à l'Hôtel de Ville, à Québec, à 10 heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les aspirants pour admission à l'étude devront donner un mois d'avis au soussigné.

Cet avis devra être accompagné des honoraires.

Les candidats à l'enregistrement devront donner un mois d'avis au soussigné, et accompagner cet avis d'un acompte de \$5.00.

Honoraires pour admission à l'étude... \$10.00

Honoraires pour l'enregistrement..... 25.00

G. A. MONETTE,
Secrétaire,
112, rue Mansfield, Montréal.
Montréal, 2 décembre 1901. 4483

AVIS

Est par le présent donné que les dépenses faites par M. Edmond Giroux, comme agent spécial du candidat, M. C.-E. Dubord, à l'élection tenue le 31 octobre dernier, dans le comté de Québec, sont de \$197.65.

Public notice is hereby given by Herbert Alexander McCrea, of Hemmingford, in the township of Hemmingford and county of Huntingdon, in the province of Quebec, doctor of dental surgery, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill authorising the dental association of the province of Quebec to admit him to the practise of the profession of a surgeon dentist in the province of Quebec, and to grant to the said Herbert Alexander McCrea a certificate of licensed surgeon dentist in said province, after having passed the examination required by the said dental association.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for the said Herbert Alexander McCrea.
Date, 21st October, 1901. 4164

Notice is by these presents given by Méline Auclair, widow Aldéric Gravel, of Saint Vincent de Paul, Sophie Nadon, widow Claude Gravel, of the parish of Sainte Rose, Stanislas Ouellette and Ludger Ouellette, both of the parish of Saint Laurent, all in the district of Montreal, that they will apply at the legislature of Quebec, at its next session, in order to have a deed of sale by Claude Gravel, to the said Ouellette, ratified the said deed, passed before A. Lecours, notary, on the 7th of September, 1895.

CHARLES LAURENDEAU,
Attorney for the applicants.
Montreal, 4th November, 1901. 4186

NOTICE

Public notice is hereby given that Joachim Reid, dentist, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for authorization to practice his profession in the province of Quebec.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,
Attorneys for applicant.
Quebec, 26th November, 1901. 4430

Miscellaneous Notices

THE PROVINCE OF QUEBEC ASSOCIATION OF ARCHITECTS.

NOTICE.

The examinations for admission to study architecture and for registration will be held on Wednesday, the 15th, Thursday, the 16th, and on Friday, the 17th of January, 1902, at the rooms of the Province of Quebec Association of Architects, 112, Mansfield street, at Montreal, and at the City Hall, at Quebec, at 10 o'clock in the forenoon, each day.

Intending candidates for studentship are required to give one month's notice to the undersigned.

The said notice being accompanied by the fees.

Candidates for registration are required to give one month's notice to the undersigned, said notice to be accompanied by \$5.00 on account.

Fee for admission to study..... \$10 00

Fee for registration..... \$25 00

G. A. MONETTE,
Secretary.
112, Mansfield street, Montreal.
Montreal, 2nd December, 1901. 4484

NOTICE

Is hereby given that the expenses incurred by Mr. Edmond Giroux, as special agent of the candidate, Mr. C.-E. Dubord, at the election held on the 31st October last, in the county of Quebec, are \$197.65.

Que les dépenses personnelles du dit candidat, M. C.-E. Dubord, telles qu'attestées devant moi, le 31 octobre aussi dernier, pour la même élection, sont de \$36.70.

Avis est aussi donné que ces états sont ouverts et soumis à l'inspection, sur paiement de vingt centins.

CHS LANGELIER,
Officier-rapporteur.
Québec, 3 décembre 1901. 4477

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2012.

Dame Elmira Tardy, de Montréal, épouse de Joseph Ouvrard dit Laperrière, teneur de livres, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Ouvrard dit Laperrière,
Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 4 novembre 1901. 4149-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Clara Butler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de James Crockford, du même lieu, pourvoyeur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

James Crockford, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

BUCHAN & ELLIOTT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 4 décembre 1901. 4489

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 361.

Dame Marie Orise Chapleau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Louis Pepin, commerçant, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 20 novembre 1901. 4427-2

AVIS.

Dame Malvina Charbonneau, du village de Granby, district de Bedford, a, le 21 novembre 1901, institué en la cour supérieure du dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Paré, marchand, du même lieu.

F. X. A. GIROUX,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 21 novembre 1901. 4357-2

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 122.

Dame Joséphine Rémillard,
et Demanderesse ;

David Hercule Brosseau, Défendeur.

Dame Joséphine Rémillard, épouse de David Hercule Brosseau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dit district, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ; contre le dit David Hercule Brosseau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. P. CARREAU,
Avocat de la demanderesse.
Saint Jean, 20 novembre 1901. 4337-3

That the personal expenses of the said candidate, Mr. C.-E. Dubord, such as attested before me, on the 31st of October also last, for the same election, are \$36.70.

Notice is also given that these statements are open and ready for inspection, on payment of twenty cents.

CHS LANGELIER,
Returning officer.
Quebec, 3rd December, 1901. 4478

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2012.

Dame Elmira Tardy, of Montreal, wife of Joseph Ouvrard dit Laperrière, book keeper, of the same place, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Ouvrard dit Laperrière,
Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 4th November 1901. 4150

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Clara Butler, of the city and district of Montreal, wife common as to property of James Crockford, of the same place, caterer, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

James Crockford, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

BUCHAN & ELLIOTT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th December, 1901. 4490

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court*
No. 361.

Dame Marie Orise Chapleau has, this day, sued her husband, Louis Pepin, trader, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, in separation as to property.

PREVOST & RINFRET,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 20th November, 1901. 4428

NOTICE.

Dame Malvina Charbonneau, of the village of Granby, district of Bedford, has, on the 21st of November, 1901, instituted in the superior court of the said district, an action for separation of property against her husband, Alfred Paré, merchant, of the same place.

F. X. A. GIROUX,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 21st November, 1901. 4358

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 122.

Dame Joséphine Rémillard,
and Plaintiff ;

David Hercule Brosseau, Defendant.

Dame Joséphine Rémillard, wife of David Hercule Brosseau, farmer, of the parish of Sainte Marguerite of Blairfindie, in said district, and duly authorized for the purpose of the presents, plaintiff ; against said David Hercule Brosseau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause

J. P. CARREAU,
Attorney for plaintiff.
Saint John, 20th November, 1901. 4338

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2856.

Dame Ethel Gertrude Claxton, des cité et district de Montréal, épouse de Hubert Hibbard Ayer, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

CARTER & GOLDSTEIN,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 2 décembre 1901. 4469

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 2734.

Adeline Desmarais, des cité et district de Montréal, a poursuivi, ce jour, son mari, Joseph Jourdain *alias* Lafrance, gentilhomme, du même lieu, en séparation de biens.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 28 octobre 1901. 4157-5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 449.

Magdeleine Boily, de la ville de Saint-Louis, dit district, a poursuivi, ce jour, son mari, Théophile Genest, gentilhomme, du même lieu, en séparation de biens.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 28 octobre 1901. 4159-5

Avis est par les présentes donné que, durant l'espace d'un mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, pour constituer en compagnie à fonds social les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes, savoir :

1° Le nom de la compagnie projetée est A. C. Larivière.

2° L'objet pour lequel la charte est demandée, est, pour la fabrication, la vente et le commerce en général de voitures et véhicules de tous genres, et des accessoires s'y rapportant, avec pouvoir d'acquiescer, posséder, jouir ou louer toute propriété immobilière nécessaire ou convenable pour l'exploitation du dit commerce.

3° L'endroit du siège principal des affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de dix mille dollars.

5° Le nombre des actions ou parts est de cent, au montant de cent dollars chacune.

6. Les noms, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, marchand ; Joseph Edouard Charbonneau, comptable ; Georges McNally, comptable ; Frédéric Clément dit Larivière, carrossier, et Philippe Clément dit Larivière, commis marchand, tous sujets britanniques, de la cité de Montréal, dont les trois premiers, savoir : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, Joseph Edouard Charbonneau et Georges McNally seront les premiers directeurs de la dite compagnie projetée.

BERARD & BRODEUR,
 Procureurs des requérants.
 Montréal, 25 novembre 1901. 4385-2

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2856.

Dame Ethel Gertrude Claxton, of the city and district of Montreal, wife of Hubert Hibbard Ayer, of the same place, trader, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CARTER & GOLDSTEIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 2nd December, 1901. 4470

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2734.

Adeline Desmarais, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action against her husband, Joseph Jourdain *alias* Lafrance, gentleman, of the same place, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 28th October, 1901. 4158

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 449.

Magdeleine Boily, of the city of Saint Louis, said district, has, this day, instituted an action against her husband, Théophile Genest, gentleman, of the same place, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 28th October, 1901. 4160

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be A. C. Larivière.

2. The purposes within the purview of the Act, for which incorporation is sought, are : the manufacturing, sale and trade in general in carriages and vehicles of all kinds, and the accessories, with power to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements and real estates that may be demand proper for said trade.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars-

5° The number of shares is to be one hundred, and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars.

6° The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, merchant ; Joseph Edouard Charbonneau, accountant ; George McNally, accountant ; Frédéric Clément dit Larivière, carriage-maker, and Philippe Clément dit Larivière, clerk, all british subjects, of the city of Montreal, of whom the three first named persons, to wit : Joseph Adolphe Frederic Clément dit Larivière Joseph Edmond Charbonneau and Georges McNally are to be the first and provisional directors of the said company.

BERARD & BRODEUR,
 Attorneys for the applicants.
 Montréal, 25th November, 1901. 4386

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "The Foster Bennett Company, Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : acquérir, prendre et continuer comme une affaire en opération, les affaires maintenant faites à Rivière Désert, dans le comté de Wright, sous le nom du dit Foster Bennett, comme marchand général, marchand de bois, entrepreneur et commerçant de bestiaux ; manufacturer et faire le commerce de bois, bois de construction, bois de pulpe, briques et tuiles, et acquérir par loyer, achat ou autrement et tenir, faire le commerce et disposer d'aucune propriété, meubles et immeubles, y compris les limites à bois, matériel et droits, pouvoirs d'eau et privilèges qui peuvent être jugés à propos pour les fins des affaires de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Rivière Désert, dans le comté de Wright et province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Foster Bennett, marchand, Joseph Bennett, commis, et Daniel J. McNulty, teneur de livres, tous trois de la susdite Rivière Désert ; John Reid, de Wakefield, dans le dit comté de Wright, gérant, et Joseph Currier Bertram, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, agent, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

GEO. C. WRIGHT,

Procureur des requérants.

Hull, 16 novembre 1901.

4299-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Crown Laundry Company (Limited)."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'exploiter tout ce qui concerne la buanderie en général.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le nombre d'actions sera de cent, et le montant de chaque action sera de cent piastres chacune (\$100).

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : William Sutherland Richardson, de la ville de Westmount, dans le dit district de Montréal, gérant ; James McNab, de la dite ville de Westmount, secrétaire ; William Murray Reid, ingénieur, de la dite cité de Montréal ; William Geraghty, comptable, de la dite ville de Westmount ; Arthur William Adams, comptable, de la dite cité de Montréal, et William Heaton Henry, agent, de la dite ville de Westmount.

7° Que les dits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies' incorporation act", constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed name of the company is : "The Foster Bennett Company, Limited".

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire, take over and continue as a going concern, the business at present carried on at Rivière Désert, in the county of Wright, under the name of the said Foster Bennett, as general merchant, lumber merchant contractor and dealer in live stock ; to manufacture and deal in lumber, timber, pulp wood, bricks and tiles, and to acquire by lease, purchase or otherwise, and to hold, deal with and dispose of such property, moveable and immoveable, including timber limits, plant and rights, water powers and privileges as may be deemed expedient for the purposes of the company's business.

3. The chief place of business of the said company is to be at Rivière Désert, in the county of Wright and province of Québec.

4. The amount of capital stock is to be \$75,000.00, divided into 750 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Foster Bennett, merchant, Joseph Bennett, clerk, and Daniel J. McNulty, book-keeper, all three of Rivière Désert aforesaid ; John Reid, of Wakefield, in the said county of Wright, manager, and Joseph Carrier Bertram, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, agent, all of whom are to be the first of provisional directors of said company, and all of whom are British subjects.

GEO. C. WRIGHT,

Attorney for petitioners.

Hull, 16th November. 1901.

4300

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Crown Laundry Company (Limited)".

2. The object for which incorporation is sought is to do general laundry work.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be ten thousand dollars (\$10,000).

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each share will be one hundred dollars (\$100).

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Sutherland Richardson, of the town of Westmount, in said district of Montreal, manager ; James McNab, of said town of Westmount, secretary ; William Murray Reid, of the city of Montreal, engineer ; William Geraghty, of the said town of Westmount, accountant ; Arthur William Adams, of the said city of Montreal, accountant, and William Heaton Henry, of the said town of Westmount, agent.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, that all

compagnie, tous résident en Canada et sont sujets de Sa Majesté le Roi.

CHARLES ILES,
Procureur des requérants.

Montréal, 13 novembre 1901. 4263-4

Avis est donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et en conformité avec ses dispositions, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants ci-après nommés en un corps politique et incorporé, sous le nom collectif de "La Compagnie d'Imprimerie du Bulletin du Travail (Limitée)", laquelle aura sa principale place d'affaires en la cité de Québec, province de Québec, et un fonds social de trois mille piastres, divisé en six cents actions de cinq piastres chacune. Son objet sera d'exercer l'industrie d'imprimeur en général et d'éditeur de publications périodiques et autres.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Arthur Marois, maçon en briques ; Omer Brunet, cordonnier ; William Guthrie, cordonnier ; George Lévesque, menuisier, et François Xavier Boileau, fonctionnaire civil, tous de la dite cité de Québec, lesquels seront les directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

F. X. BOILEAU,
Procureur des requérants.

4267 4

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills ; John Tourigny, manufacturier, de la ville de Windsor Mills ; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor ; William J. Finlay, surintendant du moulin à papier, à East Angus, tous dans la province de Québec, et Victor Côté, contre-maître, de Turners Falls, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le grand sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation, en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "The Laineau Manufacturing Co."; elle aura pour objet : acquérir par achat, transport, demande ou autrement, et employer, louer, vendre ou en disposer autrement, toutes inventions, ou brevets d'invention, ou tous droits de se servir de, ou employer toutes inventions en rapport avec la production d'articles en laine, ou en autres matériaux ; acheter, manufacturer et vendre les articles produits d'après ces inventions et brevets d'invention ; emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, émettre des débetures, hypothéquer ou charger toute l'entreprise, ou aucune partie de la propriété présente ou qui sera acquise par la compagnie, et d'émettre, tirer, faire, accepter et négocier, tous lettres de change, billets promissoires ou autres effets négociables.

Le principal siège de ses affaires sera, ville de Windsor Mills, province de Québec.

Le chiffre de son fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront : Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills ; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor.

J. A. BEGIN,
Procureur des requérants.

4335-3

reside in Canada and are subjects of His Majesty the King.

CHARLES ILES,
Attorney for applicants.

Montreal, 13th November, 1901. 4264

Notice is hereby given that, in virtue of the joint stock companies act, and in compliance with its provisions, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, to obtain letters patent incorporating the applicants hereinafter named a body politic and corporate, under the name "La Compagnie d'Imprimerie du Bulletin du Travail (Limitée)", which will have its chief place of business in the city of Quebec, province of Quebec, and a capital stock of three thousand dollars, divided into six hundred shares of five dollars each. Its object will be to carry on a general printing business and to edit periodical and other publications.

The full names, residence, profession of the petitioners are : Arthur Marois, brick mason ; Omer Brunet, shoemaker ; William Guthrie, shoemaker ; George Levesque, joiner, and François-Xavier Boileau, civil service employee, all of the said city of Quebec, who will be the interim directors of the said company, and are all subjects of His Majesty.

F. X. BOILEAU,
Attorney for applicants.

4268

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given that Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills ; John Tourigny, manufacturer, of the town of Windsor Mills ; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor ; William J. Finlay, paper mill superintendent at East Angus, all in the province of Quebec, and Victor Côté, foreman, of Turner's Falls, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council, to obtain letters patent under the great seal, granting a charter constituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate.

The corporate name of the said company will be "The Laineau Manufacturing C.," its objects will be : to acquire by purchase, conveyance, application or otherwise, and to employ, lease, sell or otherwise, dispose of any inventions or patents of invention ; and all rights to make use of or employ any inventions connected with the production of woollen articles or other stuffs, to buy, manufacture and sell these inventions and patents to borrow or levy money for all the purposes of the company, to issue debentures, mortgage or bind the whole enterprise or any part of the actual property of or what will be acquired by the company, and to issue, draw, make, accept and negotiate any letters of exchange, promissory notes or other negotiable effects.

Its head office will be at Windsor Mills, in the province of Quebec.

The amount of its capital stock will be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The first directors of this company will be Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills ; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor.

J. A. BEGIN,
Attorney of the petitioners.

4336

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Avis est par le présent donné que Albert B. Waldron, du township de Clifton, dans le district de Saint-François, marchand, a, le 12^e jour de novembre courant (1901), fait abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, du district de Saint-François, suivant la loi.
 C. H. EDWARDS,
 Gardien provisoire.
 4461

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Isaac Schwartz, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné que le troisième jour de décembre 1901, par un ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli, abandonnés par lui pour le bénéfice de ses créanciers.
 Les réclamations assermentées doivent être produites devant moi dans les trente jours de cet avis.
 JOHN McD. HAINS,
 Curateur.
 Fraser Building, 43, rue Saint Sacrement.
 Montréal, 3 décembre 1901. 4467

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de C.-Ed. St. Cyr, marchand de meubles, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à nos bureaux, le 27 décembre courant.
 Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Curateurs conjoints.
 41, Bâtisse des Tramways.
 Montréal, 7 décembre 1901. 4487

Dans l'affaire de Frank H. Thompson, de Westmount, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection dans mon bureau, Sun Life Building, No 1766, rue Notre-Dame, Montréal, jusqu'au 23^e jour de décembre courant, le ou après laquelle date les dividendes seront payés.
 JOHN W. ROSS,
 Curateur des biens Frank H. Thompson.
 Bureau de P. S. Ross & Sons,
 Comptables licenciés.
 Montréal, 4 décembre 1901. 4485

Règle de Cour

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No. 6840.
 Sweetsburg, le vingt-sixième jour de novembre 1901.
 Eli Ruiter, Demandeur;
 vs.
 Henry Purdy, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, Défendeur;
 et
 John Kiernan et al., Tiers saisis;
 et
 Diverses parties, Opposantes.
 Il est ordonné par cette cour, que les créanciers du dit défendeur, produisent leurs réclamations

Bankrupt Notices

Province of Quebec. }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 Notice is hereby given that Albert B. Waldron, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, trader, has, on the 12th day of November instant (1901), made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, of the district of Saint Francis, according to law.
 C. H. EDWARDS,
 Provisional guardian.
 4462

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Isaac Schwartz, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that on the third day of December, 1901, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.
 Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.
 JOHN McD. HAINS,
 Curator.
 Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.
 Montreal, 3rd December, 1901. 4468

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of C.-Ed. St. Cyr, furniture dealer, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on the 27th December instant.
 Any opposition to the said dividend must be filed before this date.
 ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Joint curators.
 41, Street Railway Building.
 Montreal, 7th December, 1901. 4588

In the matter of Frank H. Thompson, of Westmount, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and is open to objection at my office, Sun Life Building, No. 1766, Notre Dame street, Montreal, until the 23rd day of December instant, on and after which date dividends will be paid.
 JOHN W. ROSS,
 Curator estate Frank H. Thompson.
 Office of P. S. Ross & Sons,
 Chartered accountants.
 Montreal, 4th December, 1901. 4486

Rule of Court

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 6840.
 Sweetsburg, the twenty-sixth day of November, 1901.
 Eli Ruiter, Plaintiff;
 vs.
 Henry Purdy, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, Defendant;
 and
 John Kiernan et al., Garnishees;
 and
 Diverses parties, Opposants.
 It is ordered by this court, that the creditors of the said defendant, do file their claims against him

contre lui, au bureau du protonotaire de cette cour, au village de Sweetburg, dans le dit district, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans la manière pourvue par la loi.

LEONARD & NOYES,

4421-2

P. C. S.

at the office of the prothonotary of this court, in the village of Sweetburg, in said district, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in the manner provided by law.

LEONARD & NOYES,

4422

P. S. C.

Licitations

Province de Québec,
District de Bedford,
No 6853.

Cour Supérieure.

Avis est donné par les présentes qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans le village de Sweetburg, dans le district de Bedford, le onzième jour de novembre courant 1901, dans une cause sous le numéro 6853, dans laquelle George W. Sisco, hôtelier, du village de Cowansville, dans le dit district de Bedford, est Demandeur; et John Lauder, chirurgien-dentiste, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, en sa qualité de tuteur *ad hoc* nommé à Archie Lee Sisco, enfant mineur issu du mariage de feu Benjamin C. Sisco, en son vivant hôtelier, du canton de Potton, dans le dit district de Bedford, et Della Gertrude Stone, son épouse, tous deux décédés; Georgia A. Nutting, du canton de Sutton, dans le dit district de Bedford, veuve de feu David J. Sisco, en son vivant hôtelier, du dit canton de Sutton, décédé, en sa qualité de tutrice dument nommée à Lynn Wilkie Sisco, enfant mineur issu de son mariage avec le dit feu David J. Sisco; et Leman G. Green, hôtelier, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, sont Défenseurs, ordonnant la vente par licitation, comme propriétés séparées, certain immeuble et dépendances avec ameublement faisant partie de la dite propriété immobilière, décrite comme suit, savoir :

1° Cette étendue de terre connue et désignée comme lot numéro quatre cent cinquante-deux (452), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, supposée contenir un demi acre de terre en superficie—ensemble avec l'hôtel et autres bâtisses dessus construites; à distraire du coin nord-est du dit demi acre de terre, une étendue de trente pieds de largeur et soixante pieds de longueur; bornée à l'est par la rue Principale faisant nord et sud dans Mansonville, au nord par une terre possédée par Nelson Boright ou représentants, au sud et à l'ouest par la dite terre achetée des héritiers et représentants de feu James Manson, avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites; seront aussi compris dans la vente du dit immeuble la propriété connue plus particulièrement comme la "Mansonville hôtel property", les biens meubles et effets contenus et destinés au dit hôtel, tels qu'énumérés aux pages de 11 à 18 inclusivement, de l'inventaire déposé dans cette cause comme exhibit No 4 du demandeur, sous les Nos de 1 à 145 inclusivement.

2° Cette étendue de terre sise et située dans le dit village de Cowansville, formant partie des lots numéros quarante-neuf et cinquante-cinq (49 et 55), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Cowansville; bornée en front au sud, partie par le chemin public et partie par les terres de Linus L. Chandler et madame Susan A. Browne, en arrière, au nord, à la terre de George B. Baker, d'un côté à l'est par la ligne est du dit lot numéro 49, et le résidu du dit lot numéro 55, et de l'autre côté à l'ouest, partie par un autre chemin public, et partie par les terres de Thomas Babister, George Johnson, John Seale et Linus L. Chandler, contenant environ quatre acres de terre en superficie, plus ou

Licitations

Province of Quebec,
District of Bedford,
No 6853.

Superior Court.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, sitting at the village of Sweetburg, in the district of Bedford, on the eleventh day of November instant (1901), in a cause under number 6853, in which George W. Sisco, of the village of Cowansville, in the said district of Bedford, hotel keeper, is Plaintiff; and John Lauder, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, surgeon dentist, in his quality of tutor *ad hoc* duly appointed of Archie Lee Sisco, minor child, issue of the marriage of the late Benjamin C. Sisco, in his lifetime hotel keeper, of the township of Potton, in said district of Bedford, and Della Gertrude Stone, his wife, both deceased; Georgia A. Nutting, of the township of Sutton, in said district of Bedford, widow of the late David J. Sisco, in his lifetime of said township of Sutton, hotel keeper, deceased, in her quality of tutrix duly appointed to Lynn Wilkie Sisco, minor child, issue of her marriage with the said late David J. Sisco, and Leman G. Greene, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, hotel keeper, are Defendants, ordering the sale by way of licitation, as separate hotel properties, certain immoveable property, as well as of moveable property garnishing and pertaining to said immoveable property described as follows, to wit:

1. That certain piece or parcel of land known and designated as lot number four hundred and fifty-two (452), of the official plan and book of reference of the said township of Potton, supposed to contain one half acre of land in superficies—together with the hotel and other buildings thereon erected and made, save and except therefrom a piece of land, and out of the north east corner of said one half acre thirty feet wide and sixty feet long; bounded on the east by the Main street, leading north and south through Mansonville, on the north by land owned by Nelson Boright or representatives, and south and west by said land purchased from the heirs and representatives of the late James Manson; with the buildings and improvements thereon erected and made, comprising, and to be sold with said immoveable property, known for convenience sake as the "Mansonville hotel property", the moveable property and effects furnishing and pertaining to the same described in pages 11 to 18 inclusive, of the inventory filed in this cause as plaintiff's exhibit No. 4, under Nos 1 to 145 inclusive.

2. That certain piece or parcel of land situate lying and being in the said village of Cowansville, forming part of lots numbers forty-nine and fifty-five (49 and 55), of the official plan and book of reference of the said village of Cowansville; bounded in front on the south, partly by the highway, and partly by the lands of Linus L. Chandler and Mrs. Susan A. Browne, in rear on the north by land of George B. Baker, on one side to the east by the east line of said lot number 49, and the residue of said lot number 55, and on the other side to the west, partly by another highway, and partly by lands of Thomas Babister, George Johnson, John Seale and Linus L. Chandler, containing

moins, sans garantie de mesure précise—ensemble avec une maison en bois à trois étages occupée comme hôtel, une grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, connue plus particulièrement connue "The Cowansville hotel property", seront aussi compris dans la vente, les biens, meubles et effets, contenus et destinés au dit hôtel, tels que énumérés dans le dit inventaire aux pages 28 à 42 inclusivement, sous les numéros de 1 à 180 inclusivement d'icelui.

3. (a) Le lot de terre et la propriété de l'hôtel sis et situés dans le dit village de Knowlton, connus et désignés comme lot de terre numéro mille cent quatre-vingt-neuf (1189), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, dans le dit district de Bedford, supposé contenir un acre et soixante-centièmes (1 60/100) d'un acre de terre en superficie, plus ou moins, (à distraire d'icelui.) 1. Une petite étendue de terre vendue par un nommé Eugène Albee à un nommé Charles E. Hall, par acte de vente dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Brome, sous le No 21,658, et 2° une autre petite étendue de terre, vendue à un nommé Henry F. Smith, par acte de vente dûment enregistré dans le dit bureau d'enregistrement sous le No 23,793, Vol. 40, page 227), et (b) une autre étendue de terre de forme triangulaire, faisant partie du lot de terre numéro mille cent quatre-vingt-onze (1191), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, commençant à un point sur la ligne ouest du dit lot, laquelle est aussi la ligne est du lot numéro 1189, à la distance de cent deux pieds et sept pouces du coin sud ouest du dit lot numéro 1191, sur lequel est le poteau au coin sud-est du lot numéro 1189; de là, courant nord, sur la dite ligne ouest du lot, cent soixante quatre pieds et sept pouces jusqu'au poteau du coin nord-ouest de la terre d'un nommé Henry P. Hall; de là, courant dans une direction sud-est sur la ligne de division entre les terres possédées par le dit Henry P. Hall et la terre d'une nommée Ann Mary Hall et de Thomas E. Miller, cinquante six pieds; de là, sud-ouest, dans une ligne droite jusqu'au point de départ, tel que le tout se poursuit et comporte: bornée à l'ouest par le dit lot numéro 1189, au nord aux terres de la dite Mary Ann Hall et Thomas E. Miller, et du côté sud-est par le dit Henry P. Hall—avec ensemble l'hôtel, granges et autres bâtisses dessus construites. Le tout pour être vendu comme étant une seule propriété, et connu plus particulièrement comme "Knowlton Hotel property," aussi pour être vendu ensemble les meubles et effets dans et destinés au dit hôtel, tel que énumérés aux pages du dit inventaire de 59 à 67 inclusivement, sous les numéros de 1 à 54 inclusivement.

4° Les meubles et effets mobiliers servant à l'exploitation du dit hôtel "Knowlton hotel property" en dernier lieu ci-dessus mentionnés, et appartenant à la ci-devant société de Greene et Sisco, et décrits aux pages de 52 à 59, sous les numéros de 1 à 115 du dit inventaire, seront aussi vendus par encan public, en même temps que l'immeuble connu comme le susdit "Knowlton hotel property", et ce, avec les mêmes formalités requises et observées pour la vente des autres propriétés ci-dessus mentionnées.

Les divers immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1902), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le dit village de Sweetsburg; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposée au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après

about four acres of land in superficies, more or less, without warranty as to contents—together with a three story wooden building used and occupied as a hotel, a barn and other buildings thereon erected, and other the appurtenances thereunto belonging, known for convenience sake as the "Cowansville hotel property", comprising and to be sold therewith, the movable property and effects furnishing and pertaining to the same, described in said inventory, in pages 28 to 42, inclusive under numbers 1 to 180, inclusive thereon

3. (a) The lot of land and hotel property lying and being in said village of Knowlton, known and designated as lot of land number one thousand one hundred and eighty-nine (1189), of the official plan and book of reference of the township of Brome, in said district of Bedford, supposed to contain one acre and sixty hundredths (1 60/100) of an acre of land in superficies, more or less, (save and except there from). 1. A small piece of land sold by one Eugene Albee to one Charles E. Hall, by deed of sale duly registered in the Brome county registry office, under No. 21,658, and 2. another small piece of land sold to one Henry F. Smith, by deed of sale duly registered in said registry office under No. 23,793, Vol. 40 page 227), and (b) another piece of land of a triangular shape, forming part of the lot of land number one thousand one hundred and ninety one (1191), of said official plan and book of reference of said township of Brome, beginning at a point on the west line of said lot, which is also the east line of lot number 1189, at the distance of one hundred and two feet and seven inches from the south-west corner of said lot number 1191, which is the south east corner post of lot number 1189, then running northerly on said west line of lot, one hundred and sixty-four feet and seven inches to the north west corner post of one Henry P. Hall's land; thence, running in a south easterly direction on the division line between lands owned by said Henry P. Hall, and the land of one Ann Mary Hall and Thomas E. Miller, fifty-six feet; thence, south westerly on a straight line to the place of beginning, be the contents what it may; bounded on the west, by said lot number 1189, on the north by said Mary Ann Hall and Thomas E. Miller's lands, and on the south easterly side by said Henry P. Hall's lands—together with the hotel, barns and all other outbuildings thereon erected and made, the whole to be sold as one property, known for convenience sake as the "Knowlton hotel property," comprising and to be sold therewith the moveable property and effects furnishing and pertaining to the same, described in pages 59 to 67 inclusive, under numbers 1 to 54 inclusive of said inventory.

4. The moveable property and effects used in the operating and carrying on, of the said "Knowlton hotel property" lastly above mentioned and described, belonging to the late firm of Greene and Sisco, and described in pages 52 to 59, under numbers 1 to 115, of said inventory, shall likewise be sold at public auction at the same time as the said immovable property known as said "Knowlton hotel property," and under the same formalities required to be observed in the sale of the other properties herein mentioned.

The several properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRD day of JANUARY next (1902), at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house in the said village of Sweetsburg; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within

l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

AMYBAULD & CUFFY,
Procureurs du requérant.
Sweetsburg, 12 novembre 1901. 4291-2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

AVIS DE LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 13 novembre courant 1901, dans une cause dans laquelle Dame Florence Stephens, épouse séparée de biens de Francis *alias* Frank Stephens, et le dit Frank Stephens, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est Demanderesse ; et Harrison Stephens, de Chambly Canton, dans le district de Montréal, interdit, George Washington Stephens, jnr., de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de curateur au dit Harrison Stephens, aussi de la cité de Montréal, dit district, Hiram Stephens, de la dite cité de Montréal, mais actuellement résidant à Denver, dans l'état du Colorado, un des Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs, et Robert Meighen, de la dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament et codicile de feu Harrison Stephens, en son vivant de Montréal, en faveur des enfants des dits défendeurs, Florence Stephens et Francis *alias* Frank Stephens, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le dit testament et codicile du dit feu Harrison Stephens, en faveur des enfants des dits défendeurs, Harrison et Hiram Stephens sont mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre situé sur la rue Saint-Jacques, et s'étendant sur la rue Notre-Dame, dans le quartier ouest de la dite cité de Montréal, portant le numéro cent soixante et quatorze (174), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier ; borné en front au nord-ouest par la dite rue Saint-Jacques, en arrière au sud-est par la dite rue Notre-Dame, d'un côté au nord-est par les enfants et héritiers de la feuée Dame Emilie Berthelet, épouse de François Chartier Larocque, et de l'autre côté au sud-ouest par James Baylis—avec une grande bâtisse, connue sous le nom de Ottawa Hotel, dessus érigée.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mise à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MARDI, le 17^e jour de DECEMBRE prochain, 1901, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BROSSEAU, LAJOIE & LACOSTE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 novembre 1901. 4255-2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 5^e jour de novembre 1901, dans une cause dans laquelle William

six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

AMYBAULD & DUFFY,
Attorneys for plaintiff.
Sweetsburg, 12th November, 1901. 4292
[First published, 16th November, 1901.]

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 13th of November instant, 1901, in a cause in which Dame Florence Stephens, wife separate as to property of Francis *alias* Frank Stephens, and the said Francis *alias* Frank Stephens, for the purpose of assisting his said wife in these presents, is Plaintiff ; and Harrison Stephens, of Chambly Canton, in the district of Montreal, said province, interdit, George Washington Stephens, junior, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to the said Harrison Stephens, also of the city of Montreal, said district, Hiram Stephens, of the said city of Montreal, but actually residing in Denver, in the state of Colorado, one of the United States of America, are Defendants, and Robert Meighen, of the said city of Montreal, in his quality of curator to the substitution created by the last will and codicil of the late Harrison Stephens, in his lifetime of Montreal, in favor of the children of the said plaintiffs, Florence Stephens, and Francis *alias* Frank Stephens, in his quality of curator to the substitution created by the said will and codicil of the said late Harrison Stephens, in favor of the children of the said defendants, Harrison and Hiram Stephens are *mis en cause*, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A lot of land situated on Saint James street, and extending to Notre Dame street, in the west ward of the said city of Montreal, bearing the number one hundred and seventy-four (174), of the official plan and book of reference of the said ward ; bounded in front to the north west by the said Saint James street, in rear to the south east by the said Notre Dame street, on one side to the north east by the children and heirs of the late Dame Emilie Berthelet, wife of François Chartier Larocque, and on the other side to the south west by James Baylis—with a large building, known as the Ottawa Hotel, thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on TUESDAY, the 17th day of DECEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and if any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BROSSEAU, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th November, 1901. 4256
[First published, 16th November, 1901.]

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 5th day of November, 1901, in a cause in which William Kelly,

Kelly, cabaretier, et Dame Mary Kelly, épouse de Joseph Wheeler, mécanicien, et le dit Joseph Wheeler afin d'autoriser sa dite épouse, tous de la cité de Montréal, sont Demandeurs ; et Dame Catherine Kelly, épouse de John Muldoon, épiciier, et le dit John Muldoon, afin d'autoriser sa dite épouse, James Kelly, charretier, John Kelly, mécanicien, et le dit John Kelly en sa qualité de tuteur à son frère mineur, Michael Kelly, tous de la cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certain immeuble décrit comme suit, à savoir :

Ce certain lot de terre situé et étant sur la rue Conway, dans le quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, et connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, comme lot officiel No 394—avec les bâtisses sus-érigées avec tous les droits et circonstances s'y rattachant.

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le 18 DECEMBRE prochain (1901), cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, à Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,

Avocats des demandeurs.

Montréal, 7 novembre 1901. 4231-2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Sheriff—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH PROVEN-
No 124. } CHER, Demandeur ;
contre ADELARD PROVENCHER, Défendeur.

Une terre située au neuvième rang de Somerset Sud, étant les lots cadastraux deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-cinq (256, 255), pour Somerset Sud, contenant cinq arpents de front sur la profondeur du dit rang—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 13 novembre 1901. 4285-2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

bar tender, and Dame Mary Kelly, wife of Joseph Wheeler, mechanic, and the said Joseph Wheeler for the purpose of authorizing his said wife, all of the city of Montreal, are Plaintiffs ; and Dame Catherine Kelly, wife of John Muldoon, grocer, and the said John Muldoon for the purpose of authorizing his said wife, James Kelly, carter, John Kelly, machinist, and the said John Kelly in his quality of tutor to his minor brother, Michael Kelly, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, to wit :

That certain lot of land situate and being on Conway street, in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, and known on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward, as official lot No. 394—with buildings thereon erected and with all rights and appurtenances thereto belonging.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on WEDNESDAY, the 18th day of DECEMBER (1901), at the sitting of the court, in the court room, of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ATWATER, DUCLOS & CHAUVIN,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 7th November, 1901. 4232
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH PROVENCHER,
No. 124. } Plaintiff ; against ADE-
LARD PROVENCHER, Defendant.

A farm in the ninth range of Somerset South, being cadastral lots two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-five (256, 255), for Somerset South, containing five arpents in front by the depth of said range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT.

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaskaville, 13th November, 1901. 4286
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } HENRY SAXE ET AL.,
 District de Bedford, } Héritiers, Demandeurs ;
 No 134. } contre JOSEPH A. DU-
 CHESNEAU, du village de Knowlton, dans le
 district de Bedford, marchand-tailleur, débiteur,
 Défendeur, et John E. Fay, du village de Knowlton,
 dans le district de Bedford, avocat, curateur.

Un certain morceau de terre situé dans le village
 de Knowlton et district de Bedford, et décrit
 comme suit :

Partie du lot 12, dans le 10^e rang du canton de
 Brome et district de Bedford, arpentage primitif,
 et maintenant connu sur le plan et au livre de
 renvoi officiels du dit canton de Brome, sous le
 numéro douze cent quarante et un (1241) ;
 bornée à l'est par un chemin public, et contenant
 trente et un millièmes d'acre (0.031)—avec amélio-
 rations faites.

Une autre partie du dit lot 12, dans le 10^{ième}
 rang du dit arpentage primitif, du canton de Brome,
 et maintenant connue sur le plan et au livre de
 renvoi officiels du dit canton de Brome, sous le
 numéro douze cent quarante (1240) ; bornée à l'est
 par un chemin public, et contenant quinze millièmes
 d'acre (0.015) en superficie ; sujette au droit et au
 privilège d'un nommé F. X. F. Normandin ou
 représentants, à un chemin servant en tout temps
 et en toutes saisons en commun avec le dit J. A.
 Duchesneau et ses représentants, sur le dit lot
 douze cent quarante (1240).

Pour être vendues en un seul lot, à la porte
 de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Knowlton,
 dans le village de Knowlton et district de
 Bedford, le ONZIEME jour de JANVIER pro-
 chain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sweetsburg, 2 décembre 1901. 4475
 [Première publication, 7 décembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Brome.

Province de Québec, } ISRAEL ENGLAND,
 District de Bedford, } FREDERICK EN-
 No 4125. } GLAND ET RUFUS
 ENGLAND, tous du village de Knowlton, dans le
 comté de Brome et district de Bedford, marchands
 généraux, cultivateurs et associés, faisant affaires
 en société comme marchands généraux et tan-
 neurs, dans le dit village de Knowlton, sous les nom
 et raison de Israël England & Sons, Demandeurs ;
 contre les terres et tenements de WILLIAM F.
 SCOTT, du dit village de Knowlton, Défendeur.

Ces parties du lot 12, dans le 11^e rang de la
 subdivision primitive du canton de Brome, décrites
 comme suit :

1^o Un morceau de terre (partie du dit lot), situé
 sur le côté est du chemin public conduisant du
 chemin du gouvernement (ainsi appelé) qui conduit
 de Knowlton au lac Magog, au nord à la résidence
 d'un nommé Timothy Chamberlain ou représen-
 tants ; ce dit morceau de terre est borné au nord et
 à l'ouest par le dit chemin public, à l'est par les
 terres du dit Timothy Chamberlain, et au sud par
 le susdit chemin du gouvernement.

2^o Un morceau de terre (partie du dit lot) du
 côté ouest du chemin public ; borné en front à
 est d'icelui, en arrière à l'ouest, partie par la terre
 de Lot Parker ou représentants, et partie par une
 ligne courant nord de la borne nord de l'emplace-
 ment, appartenant au dit Parker ou représentants,
 tracée dans une direction parallèle, avec la conti-
 nuation de la borne est du dit emplacement, quinze
 pieds en arrière d'icelui, s'étendant jusqu'à un
 ruisseau ou cours d'eau, au nord par le dit ruisseau,
 et au sud par le dit chemin du gouvernement.

3^o Une autre partie du dit lot séparée du morceau
 de terre, en second lieu décrit, par le dit ruisseau,
 et située sur le côté nord d'icelui, commençant à
 l'intersection du dit chemin public avec le dit
 ruisseau ; de là, courant nord le long du dit chemin

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } HENRY SAXE ET AL.,
 District of Bedford, } Creditors, Plaintiffs ;
 No. 134. } against JOSEPH A. DU-
 CHESNEAU, of the village of Knowlton, in the
 district of Bedford, merchant tailor, debtor, defend-
 ant, and John E. Fay, of the village of Knowlton,
 in the district of Bedford, advocate, curator.

That certain piece of land situated in the village
 of Knowlton and district of Bedford, and described
 as follows :

Part of lot 12, in 10th range of the township of
 Brome and district of Bedford, primitive survey,
 and now known on the official plan and book of re-
 ference of the said township of Brome, as number
 twelve hundred and forty-one (1241) ; bounded on
 the east by a public road, and containing thirty-
 one thousandths of an acre (0.031)—with improve-
 ments thereon.

Another part of said lot 12, in 10th range of said
 primitive, survey of township of Brome, and now
 known on said official plan and book of reference of
 said township of Brome, as number twelve hundred
 and forty (1240) ; bounded on the east by a public
 road, and containing fifteen thousandths of an acre
 (0.015) in superficies ; subject to right and privilege
 of one F. X. F. Normandin or representatives, to
 use in common with said J. A. Duchesneau and his
 representatives, at all times and seasons as a road on
 said lot twelve hundred and forty (1240).

To be sold (*en bloc*), at the parish church door of
 Saint Edward of Knowlton, in the village of Knowlton
 and district of Bedford, on the ELEVENTH
 day of JANUARY next, at the hour of TEN of the
 clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
 Sweetsburg, 2nd December, 1901. 4476
 [First published, 7th December, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Brome.

Province of Quebec, } ISRAEL ENGLAND, FRE-
 District of Bedford, } DERICK ENGLAND AND
 No. 4125. } RUFUS ENGLAND, all
 of the village of Knowlton, in the county of Brome
 and district of Bedford, general merchants, farmers
 and copartners, carrying on business in cop-
 artnership as such general merchants and tanners
 in said village of Knowlton, under the name, style
 and firm of Israël England & Sons, Plaintiffs ; against
 the lands and tenements of WILLIAM F. SCOTT,
 of the said village of Knowlton, Defendant.

Those portions of lot 12, in 11th range, of the
 primitive subdivision of the township of Brome,
 described as follows.

1. A parcel of land (portion of said lot), lying on
 the east side of the highway leading from the
 government road (so called) that leads from Knowlton
 to Magog lake, northwards to the residence of
 one Timothy Chamberlain or representatives ;
 bounded said parcel of land northerly and westerly
 by the said highway, on the east by the lands of the
 said Timothy Chamberlain, and on the south by the
 before mentioned government road.

1. A parcel of land (portion of the said lot) on
 the west side of the highway ; bounded in front on
 the east thereby, in rear to the westward, partly by
 the land of Lot Parker or representatives, and partly
 by a line running northerly from the north bound-
 ary of the emplacement, belonging to said Parker or
 representatives, drawn in a direction parallel with a
 continuation of the east boundary of said emplace-
 ment, fifteen feet to the rear thereof, and extending
 to a brook or running stream, to the north by said
 brook, and on the south by said government road.

3. Another portion of said lot separated from the
 parcel of land, secondly described, by the said brook,
 and lying on the north side thereof, commencing
 at the intersection of the said highway with the
 said brook ; thence, running northerly along said

public, une distance suffisante pour inclure ou comprendre les granges dessus contruites ; de là, une distance suffisante à l'ouest à angles droits avec le dit chemin public pour inclure ou comprendre les dites granges en arrière ; de là, and parallèle avec le dit chemin public ; au ruisseau, et de là, le long du dit ruisseau jusqu'au point de départ, et maintenant connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brome, comme lots numéros treize cent soixante-deux (1362), treize cent soixante-trois (1363), treize cent soixante-quatre (1364) et partie du lot treize cent soixante-cinq (1365), tel que le tout se trouve et comporte—avec un moulin à scier, manufacture granges et autres bâtisses dessus érigées, et toutes les machines, outils, courroies, roues et tout autre matériel servant dans et au dehors du dit moulin ou manufacture, (excepté une scie avec table, essieu mû avec le pied, tour, pierre à polir), circonstances et dépendances.

4° Ce certain lot ou morceau de terre formant partie du lot numéro treize, dans le neuvième rang des lots de l'arpentage primitif du dit canton de Brome, et maintenant connu sous le plan et au livre de renvoi supplémentaire officiels du dit canton de Brome, comme lot numéro mille quarante-huit b (1048 b) ; borné au nord par le lot numéro mille quarante-huit c (1048 c), et au sud par un chemin public, à l'est par le lot numéro mille quarante-huit d (1048 d), à l'ouest par le lot numéro mille quarante-huit a (1048 a), contenant un acre en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton et district de Bedford, le VINGT-UNIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 8 novembre 1901. 4229-2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

highway, a sufficient distance to cover and clear the barns thereon erected ; thence, a sufficient distance to the westward at right angles with said highway to cover and clear the said barns in the rear ; thence, southerly parallel, with said highway to the brook ; and thence, along said brook to the place of beginning, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Brome, as lots numbers thirteen hundred and sixty-two (1362), thirteen hundred and sixty-three (1363), thirteen hundred and sixty-four (1364) and part of lot thirteen hundred and sixty-five (1365), be the contents thereof what it may—together with a saw mill, factory, barns and other buildings thereon erected, and all the machinery, tools, shafting, wheels and all other implements used in and out of said mill and factory in connection with the said mill and factory (save and except the saw table and arbor and foot power, turning lathe, and emery wheel stand), and the appurtenances thereto belonging.

4. That certain lot or parcel of land forming part of lot number thirteen, in the ninth range of lots of the primitive survey of the said township of Brome, and now known on the official plan and supplementary book of reference of the said township of Brome, as lot number ten hundred and forty-eight b (1048b) ; bounded on the north by lot number ten hundred and forty-eight c (1048 c), on the south by a public road, on the east by lot number ten hundred and forty-eight d (1048d), and on the west by lot number ten hundred and forty-eight a (1048a), containing one acre in superficies—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parish church door of Saint Edward of Knowlton in the village of Knowlton, and district of Bedford, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff Office, Sheriff.
Sweetsburg, 8th November, 1901. 4230
[First published, 16th November, 1901.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No. 41. } **JEAN,** corps politique
dûment incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse ; contre MELESIPPE RAYMOND, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, et maintenant de Southbridge, dans l'état de Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, et Henri Roy, cultivateur et commerçant, de la dite ville de Saint-Jean, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur, Méléssippe Raymond.

Les terres sises et situées sur le rang des Dusseault, en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien, sous les numéros neuf et onze (Nos et 11), et comme faisant partie du lot numéro dix (partie du No 10), des dits plan et livre de renvoi, de la contenance, cette dite partie, de deux arpents de largeur sur sept arpents de profondeur, et bornée à l'est par le résidu du dit lot numéro dix, à l'ouest par les terres de la troisième concession, au nord par le lot numéro neuf susdit, et au sud par le dit lot numéro onze. Le tout de la contenance d'en-

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's to wit : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No. 41. } **JEAN,** body politic and
corporate, having its principal place of business in the town of Saint John's, in the district of Iberville, Plaintiff ; against MELESIPPE RAYMOND, farmer, heretofore of the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, and now of Southbridge, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, and Henri Roy, farmer and trader, of the said town of Saint John's, Defendants.
As belonging to the said defendant, Méléssippe Raymond.

The farms lying and situated on the Dusseault range, in the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, known and designated on the official place and book of reference of the said parish of Saint Sébastien, under the numbers nine and eleven (Nos. 9 and 11), and as forming part of the lot number ten (part of No. 10), of the said plan and look of reference, containing this said part two arpents in width by seven arpents in depth, and bounded to the east by the remainder of the said lot number ten, to the west by the lands of the third concession, to the north by the lot number nine aforesaid, and to the south by the said lot number eleven. The whole containing about

viron deux cent quatre-vingt-dix arpents en superficie—avec maisons et autres bâties y érigées.

Pour être vendues en un seul et même lot, à la porte de l'église paroissiale de la saidite paroisse de Saint-Sébastien, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 novembre 1901. 4279.2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montréal.

Canada, } **D**AME PHILOMENE
Province de Québec, } GRATTON, veuve de
District d'Iberville, } feu Claude Melançon, en son
No. 1015. } vivant de la cité de Montréal, district de Montréal, Edmond Melançon, agent, et P. Chrysologue Lacasse, notaire, tous deux des cités et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires administrateurs de la succession du dit feu Claude Melançon, Demandeurs ; contre CHARLES COCHRANE CORNEILLE, de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Quatre lots de terre situés entre la rue Napier et une autre rue au bout ouest des dits lots, en la ville et le district d'Iberville, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous les numéros quatre cent neuf, quatre cent dix, quatre cent douze et quatre cent treize (409, 410, 412 et 413)—avec une poterie, hangars et autres bâties y érigées, avec aussi les engins, bouilloires et les machineries qui sont immeubles par destination, conformément à l'article 379 du code civil du Bas-Canada.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Athanase, dans le district d'Iberville, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 12 novembre 1901. 4277.2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure de Montréal.

Joliette, à savoir: } **J**EAN CHRYSOSTOME
No 1965. } L'ANGELIER, Deman-
deur ; contre ALPHONSE CHARLEBOIS, Défendeur, et Jos. Misaël Fortin, mis en cause.

1° La limite No 2, arrière ouest, Rivière du Milieu, dans le district de Joliette ; bornée en front vers l'est par la ligne en arrière de la Rivière du Milieu, limite No 2 ouest, au nord et au sud par les lignes de côté de la même limite, continuée et mesurant cinq (5) milles sur chaque côté, et à l'ouest par une ligne parallèle, au front et à la profondeur de 5 milles d'icelle, contenant 50 milles carrés, plus ou moins. Sujette à révision et correction.

2° La limite No 3, arrière ouest, Rivière du Milieu, dans le district de Joliette ; bornée en front vers l'est par la ligne en arrière de la Rivière du Milieu, limite No 3 ouest, au nord et au sud par les lignes de côté de la même limite, continuée et mesurant cinq milles sur chaque côté, et vers l'ouest en arrière par une ligne parallèle, au front et à cette profondeur de cinq milles d'icelle, contenant 50 milles carrés, plus ou moins, direction magnéti-

two hundred and ninety arpents in superficies—with houses and other buildings thereon erected.

To be sold in one and only lot, at the parochial church door of the parish of Saint Sébastien aforesaid, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, 13th November, 1901. 4280
[First published, 16th November, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Canada, } **D**AME PHILOMENE
Province of Québec, } GRATTON, widow of
District of Iberville, } late Claude Melançon, in
No 1015. } his lifetime of the city of Montréal, district of Montréal, Edmond Melançon, agent, and P. Chrysologue Lacasse, notary, both of the city and district of Montréal, in their capacity of testamentary executors administrators of the estate of the said late Claude Melançon, Plaintiffs ; against CHARLES COCHRANE CORNEILLE, of Saint Hilaire, district of Saint Hyacinth, Defendant.

Four lots of ground situated between Napier street and on other street at the west end of the said lots, in the town and district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the numbers four hundred and nine, four hundred and ten, four hundred and twelve and four hundred and thirteen (Nos. 409, 410, 412 and 413)—with a pottery, store houses and other buildings thereon erected, with also the engines, boilers and the machineries which are immoveable by their destination, conformably to the article 379 of the civil code of Lower Canada.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 12th November, 1901. 4278
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court of Montréal.

Joliette, to wit: } **J**EAN CHRYSOSTOME LAN-
No. 1965. } GELIER, Plaintiff ; against
ALPHONSE CHARLEBOIS, Defendant, and Jos. Misaël Fortin, mis en cause.

1. Limit No. 2, rear west, Rivière du Milieu, in the district of Joliette ; bounded in front towards the east by the rear line of the Rivière du Milieu, limit No. 2 west, on the north and south by the side lines of the same, continued and measuring five (5) miles on each, and on the west by a line parallel with the front and at the depth of 5 miles therefrom, containing 50 square miles, more or less. Subject to revision and correction.

2. Limit No. 3, west rear, Rivière du Milieu, in the district of Joliette ; bounded in front towards the east by the rear line of Rivière du Milieu, limit No. 3 west, on the north and south by the side lines of the same continued and measuring five miles on each, and towards the west in rear by a line parallel with the front, and at this depth of five miles therefrom, containing 50 square miles, more or less, magnetic course of side lines south 56

que des lignes de côté sud, 50 degrés ouest. Sujette à révision et correction, le tout à la charge d'un gage de (\$10,000.00) dix mille piastres en faveur de la Banque de Québec.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté de Berthier, dans la ville de Berthier, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 2 décembre 1901. 4453
[Première publication, 7 décembre 1901.]

degrees west. Subject to revision and correction, the whole with the charge of a pledge for (\$10,000.00) ten thousand dollars in favor of the Quebec Bank.

To be sold at the registry office of the county of Berthier, in the town of Berthier, on the EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 2nd December, 1901. 4454
[First published, 7th December, 1901.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **JOSEPH MARCELLIN**
No 2175. } **SIROIS**, marchand,
du village de Cacouna, Demandeur; contre les
immeubles de **MAXIME DUMONT**, du même lieu,
Défendeur, à savoir :

Un emplacement situé au sud du chemin Royal, dans le village de Cacouna, dans le comté de Témiscouata, contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur; borné au nord au dit chemin Royal, au nord-est et au sud à partie du numéro (165) cent soixante-cinq, du cadastre du dit village, et au sud-ouest au numéro cent soixante dix-neuf—avec une maison dessus construite; le dit emplacement contenant le numéro (166) cent soixante six et partie du numéro (165) cent soixante-cinq. A charge d'une rente de six piastres par année payable à Ernest Belzile, à compter du premier novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de Cacouna, à DIX heures du matin, **MERCREDI**, le **HUITIEME** jour de **JANVIER** prochain. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 3 décembre 1901. 4459
[Première publication, 7 décembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOHN PARISH**, charpen-
No 1952. } tier, des cité et district
de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements de **THOMAS BRERETON**, charretier, de la ville de la Côte Saint-Paul, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Saint-Paul, dans le comté d'Hochelaga; borné en front par l'avenue Dufferin, connu et désigné sous le numéro trois mille cinq cent trente et un (3531) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec une maison en bois et autres bâtisses dessus construites.

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **JOSEPH MARCELLIN**
No. 2175. } **SIROIS**, merchant, of the
village of Cacouna, Plaintiff; against the immovables of **MAXIME DUMONT**, of the same place, Defendant, to wit :

A lot situate to the south of the King's road, in the village of Cacouna, in the county of Témiscouata, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth; bounded on the north by the King's road aforesaid, on the north east and on the south by part of number (165) one hundred and sixty-five, of the cadastre of the said village, and on the south west by number one hundred and seventy-nine—with a house thereon erected; said lot containing the number one hundred and sixty-six (166) and part of number one hundred and sixty-five (165). Subject to the charge of a rent of six dollars a year, payable to Ernest Belzile, counting from the first of November, one thousand eight hundred and ninety-nine.

To be sold at the door of the church at Saint George de Cacouna, on **WEDNESDAY**, the **EIGHTH** day of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 3rd December, 1901. 4460
[First published, 7th December, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOHN PARISH**, of the city
No. 1952. } and district of Montreal,
carpenter, Plaintiff; against the lands and tenements of **THOMAS BRERETON**, of the town of Côte Saint Paul, district of Montreal, carter, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of Saint Paul, in the county of Hochelaga; bounded in front by Dufferin avenue, known and described as number three thousand five hundred and thirty-one (3531), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with a wooden house and other buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 12 novembre 1901. 4237 2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th November, 1901. 4238
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME NANCY LOUISA
District de Pontiac. } WRIGHT, veuve de
No 541. } feu John Scott, de la cité
de Hull, dans la province de Québec, requérante
ex-parte, et Dame Janet Louisa Scott, de la cité de
Hull, dans la province de Québec, veuve de feu
Théodore Ellery Lord, John Scott, écuyer, aussi de
la cité de Hull, et Dame Jane Maria Alma Coutlée,
en sa qualité de tutrice de Lois Wright Scott, enfant
mineur issu de son mariage avec le dit feu William
Francis Scott, en son vivant aussi de la cité de
Hull, requérants par reprise d'instance; contre
PROPRIETAIRE INCONNU.

Toute cette étendue de terre connue comme lot
numéro dix-sept c (17 c), dans le cinquième rang du
canton d'Onslow, suivant les plan et livre de renvoi
officiels du dit canton.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement
dans le village de Bryson, le DIX-HUITIEME
jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de
l'avant-midi.

SIMON McNALLY,
Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 9 novembre 1901. 4266 2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } EUGENE LARUE, de la
No 1037. } paroisse de Saint-François-de-Sales de la Pointe aux Trembles, dans le
comté de Portneuf, rentier; contre OWEN MAGUIRE O'DONNELL, de la paroisse de Saint-Gilles, dans le comté de Lotbinière, marchand, à
savoir:

Le lot No 189 (cent quatre-vingt-neuf), du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gilles,
étant une terre située sur le chemin public, rang
commencement ouest—avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, le
DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX
heures du matin.

CHS. LANGELIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 décembre 1901. 4491
[Première publication, 7 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } EUGENE LARUE, de la
No 1043. } paroisse de Saint-François-de-Sales de la Pointe aux Trembles, dans le comté

Ventes par le Shérif—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

In the Superior Court

Province of Québec, } DAME NANCY LOUISA
District of Pontiac. } WRIGHT, widow of the
No. 541. } late John Scott, of the city
of Hull, in the province of Québec, ex parte,
petitioner, and Dame Janet Louisa Scott, of the
city of Hull, in the province of Québec, widow of
the late Théodore Ellery Lord, John Scott Esq.,
also of the city of Hull, and Dame Jane Maria Alma
Coutlée, in her capacity of tutrix to Lois Wright
Scott, a minor issue of her marriage with the late
William Francis Scott, in his lifetime also of the city
of Hull, petitioners par reprise d'instance; against
UNKNOWN OWNER AND PROPRIETOR.

All that certain piece of land known as lot number
seventeen c (17 c), in the fifth range of the township
of Onslow, according to the official plan and the
book of reference for the said township.

To be sold at the registry office in the village of
Bryson, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 9th November, 1901. 4266
[First published, 16th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } EUGENE LARUE, of the
No. 1037. } parish of Saint François-de-Sales de la Pointe aux Trembles, in the county of
Portneuf, rentier; against OWEN MAGUIRE O'DONNELL, of the parish of Saint Gilles, in the
county of Lotbinière, merchant, to wit:

Lot No. 189 (one hundred and eighty-nine), of
the official cadastre for the parish of Saint Gilles,
being a lot of land situate on the public
road, range west commencement—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Gilles, county of Lotbinière, on the TENTH
day of JANUARY next, at TEN o'clock in the
forenoon.

CHS. LANGELIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 5th December, 1901. 4492
[First published, 7th December, 1901.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } EUGENE LARUE, of the
No. 1043. } parish of Saint François-de-Sales de la Pointe aux Trembles, in the county of

de Portneuf ; contre OWEN MAGUIRE O'DONNELL, de la paroisse de Saint-Gilles, dans le comté de Lotbinière, marchand, et FRANCIS O'DONNELL, de la cité de Québec, marchand, à savoir :
Le lot No 188 (cent quatre vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gilles, étant une terre située sur le chemin public, rang commencement ouest—avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gilles, comté de Lotbinière le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.

Bureau du Shérif,

Québec, 5 décembre 1901.

[Première publication, 7 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } D. ASSISE ROUSSEAU, de No. 2017. } D. la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse ; contre TELESPHORE VIEN, de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, à savoir :

1° Le lot No 43 (quarante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant un terrain situé au premier rang—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 49 (quarante-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant un lot de terre situé au premier rang—circonstances et dépendances.

3° Le lot No 50 (cinquante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant un lot de terre situé au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.

Bureau du Shérif,

Québec, 5 décembre 1901.

[Première publication, 7 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } CHARLES ALPHONSE No. 1721. } C. PARENT, de Québec, marchand de fer ; contre THEOPHILE L'HEUREUX et ANDRE DALLAIRE, tous deux de Québec, couvreurs, et y faisant affaires comme tels en société sous la raison sociale de "L'Heureux & Dallaire", conjointement et solidairement.

Saisis comme appartenant à Théophile L'Heureux, l'un des dits défendeurs, à savoir :

1° Le lot No 483 (quatre cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Victoria—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux messieurs Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

2° Le lot No 484 (quatre cent quatre-vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Vaudreuil—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux messieurs Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

3° Le lot No 490 (quatre cent quatre-vingt-dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Arago et Vaudreuil—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux messieurs Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.

Bureau du Shérif,

Québec, 21 novembre 1901.

[Première publication, 23 novembre 1901.]

Portneuf ; against OWEN MAGUIRE O'DONNELL, of the parish of Saint Gilles, in the county of Lotbinière, merchant, and FRANCIS O'DONNELL, of the city of Quebec, merchant, to wit :

Lot No. 188 (one hundred and eighty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Gilles, being a lot of land situate on the public road, range west commencement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gilles, county of Lotbinière, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, 5th December, 1901.

[First published, 7th December, 1901.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } D. ASSISE ROUSSEAU, of No. 2017. } D. the parish of Saint Michel, county of Bellechasse, against TELESPHORE VIEN, of the parish of Saint Etienne de Beaumont, to wit :

1. Lot No. 43 (forty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a lot situate in the first range—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 49 (forty-nine), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a lot of land situate in the first range—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 50 (fifty), of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a lot of land situate in the first range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Etienne de Beaumont, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, 5th December, 1901.

[First published, 7th December, 1901.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } CHARLES ALPHONSE No. 1721. } C. PARENT, of Québec, hardware merchant ; against THEOPHILE L'HEUREUX and ANDRE DALLAIRE, both of Québec, roofers, and carrying on business there as such together in partnership under the style and firm of "L'Heureux & Dallaire," jointly and severally.

Seized as belonging to Théophile L'Heureux, one of the said defendants, to wit :

1. Lot No. 483 (four hundred and eighty-three), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Victoria street, —circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$5.00, payable on the 29th of September, to the Messrs Boisseau, of Québec.

2. Lot No. 484 (four hundred and eighty-four), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Vaudreuil street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable to the Messrs Boisseau, of Québec, on the 29th of September.

3. Lot No. 490 (four hundred and ninety), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate on the corner of Arago and Vaudreuil streets—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable to the Messrs Boisseau, of Québec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, 21st November, 1901.

[First published, 23rd November, 1901.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—Rimouski.

No 6057. } J. A. TALBOT, Demandeur ; vs.
J. SAMUEL LAVOIE, Défendeur,
savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations, préemptions, bâtisses et autres droits quelconques que le dit Samuel Lavoie a et peut avoir sur :

1° $\frac{1}{2}$ N. E., lot 24, 3e rang, canton Macpès, (No 24a, cadastre officiel du canton Macpès).

2° $\frac{1}{2}$ S. O., lot 24, 3e rang, canton Macpès (No 24b, cadastre officiel du canton Macpès), paroisse de Sainte-Blandine.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Blandine, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1901, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 7 novembre 1901. 4281.2
[Première publication, 16 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit dans et pour le comté de Richmond, à Richmond, district de Saint-François.

St-François, à savoir : } PIERRE TREMBLAY,
No 1179. } Demandeur ; contre
THOMAS BONNEAU, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Cleveland, dans le comté de Richmond, district de Saint-François, connu et désigné comme la moitié nord-est du lot numéro douze, dans le onzième rang du dit canton de Cleveland ; borné du côté nord-est par le lot numéro douze, dans le dixième rang du dit canton, du côté sud-est par le lot numéro onze, dans le dit onzième rang, du côté nord-ouest par le lot numéro treize, dans le dit onzième rang, et du côté sud-ouest par la moitié sud-ouest du dit lot numéro douze, dans le dit onzième rang, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, dans la ville de Richmond, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 4 décembre 1901. 4515
[Première publication, 7 décembre 1901.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—Rimouski.

No. 6057. } J. A. TALBOT, Plaintiff ; vs.
J. SAMUEL LAVOIE, Defendant,
to wit :

All the rights of clearance, improvements, pre-emption, buildings and other rights whatsoever, which the said Samuel Lavoie has and may have on :

1. The N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 24, 3rd range, township Macpès, (No. 24a, official cadastre of the township Macpès).

2. The S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 24, 3rd range, township Macpès, (No 24b, official cadastre of the township Macpès), parish of Sainte Blandine.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Blandine, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1901, at TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 7th November, 1901. 4282
[First published, 16th November, 1901].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Circuit Court in and for the county of Richmond, at Richmond, District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } PIERRE TREMBLAY,
No. 1179. } Plaintiff ; against
THOMAS BONNEAU, Defendant.

A piece of land situate in the township of Cleveland, in the county of Richmond, district of Saint Francis, known and designated as the north east half of the lot number twelve, in the eleventh range of the said township of Cleveland ; bounded on the north east side by lot number twelve, in the tenth range of the said township, on the south east side by lot number eleven, in the said eleventh range, on the north west side by lot number thirteen, in the said eleventh range, and on the south west side by the south west half of said lot number twelve, in the said eleventh range, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Bibiane of Richmond, in the town of Richmond, on the SEVENTH day of JANUARY next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 4th December, 1901. 4516
[First published, 7th December, 1901.]

Demandes à la Législature

Avis est donné par le présent qu'une demande sera adressée à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte constituant une compagnie sous le nom de Compagnie de chemin de fer Gaspé et Wertern, avec tous les pouvoirs nécessaires pour construire et exploiter une ligne ou des lignes de chemin de fer et de tramway (de la voie type ou étroite et mûs par la vapeur, l'électricité ou autre force motrice) partant d'un point près de la gare du chemin de fer Intercolonial à Fraserville, dans le comté de Témiscouata, dans la province de Québec, et allant jusqu'à un point à ou près du Bassin de Gaspé, dans le comté de Gaspé, dans la dite province, et traversant les comtés de Témiscouata, Bonaventure et Gaspé; avec la faculté de construire, posséder, exploiter et entretenir les quais, docks, jetées, débarcadères, élévateurs et entrepôts s'y rattachant, aussi agir comme gérants d'entrepôts; acquérir, posséder et exploiter des vapeurs, berges et autres bacs s'y rattachant, pour naviguer sur le fleuve Saint-Laurent et dans le golfe; aussi posséder et exploiter des vapeurs océaniques; obtenir la faculté de construire des ponts sur toutes rivières et tous cours d'eau nécessaires à l'entreprise; de se raccorder et faire des arrangements de trafic avec chaque et tous chemins de fer situés en deça de trois milles de toute partie du dit chemin de fer; acheter et exploiter le chemin de fer de la Baie des Chaleurs ou toute partie de ce chemin, aussi les chemins de fer Atlantique et Lac Supérieur ou toute partie de ces chemins; aussi recevoir de tout gouvernement, toute corporation ou tout particulier des octrois de terres ou de deniers ou autres valeurs en aide à la construction de l'entreprise; et aussi construire, entretenir et exploiter des lignes de télégraphe et de téléphone le long de la route du dit chemin de fer ou tramway; aussi acquérir, posséder et exploiter des mines et exercer des droits et privilèges miniers, et établir des fonderies et autres travaux s'y rattachant; et aussi acquérir et employer des pouvoirs hydrauliques, construire et exploiter des usines électriques pour l'usage et la transmission de la force électrique pour l'exploitation du dit chemin de fer, et pour d'autres fins; et faire le commerce du bois, de scieries, de transport et d'expédition, enfin obtenir tous autres pouvoirs et privilèges qui seront nécessaires pour atteindre les objets susdits.

E. A. D. MORGAN,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 7 novembre 1901.

4517

Les soussignés, Léonidas Villeneuve, marchand de bois, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal; Pierre Terrault, notaire, de la cité de Montréal, et Hilaire Corbeil, épiciier, de la dite ville de Saint-Louis, *ès-qualité* d'exécuteurs testamentaires et administrateurs choisis par feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve, en son vivant sénateur du Canada, pour exécuter son testament fait à Montréal, devant M^{re} Joseph P. Landry, notaire, le seize octobre 1900, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi pour les objets suivants:

1° Définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et administrateurs nommés en vertu du dit testament, notamment déclarer qu'ils auront les pouvoirs donnés aux fiduciaires par le code civil de cette province.

2° Le remplacement des exécuteurs testamentaires et administrateurs, et leur rémunération.

3° Prolonger le terme pendant lequel la succession pourra continuer la société qui a existé entre les dits Joseph Octave Villeneuve et Léonidas Villeneuve; ce terme ne devra pas excéder cinq ans à compter du décès du testateur.

4° Donner aux exécuteurs testamentaires et administrateurs les pouvoirs nécessaires pour

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company to be called the Gaspé and Western Railway Company, with all necessary powers to construct and operate a line or lines of railway and tramway (of either standard or narrow gauge, and utilizing steam, electricity or other motive power) from a point near the station of the Intercolonial Railway at Fraserville, in the county of Témiscouata, in the province of Quebec, to a point at or near Gaspé Bassin, in the county of Gaspé, in said province, and passing through the counties of Témiscouata, Bonaventure and Gaspé; and with power to construct, own, operate and maintain wharfs, docks, piers, landing places, elevators and warehouses in connection therewith, and also act as warehousemen; and to acquire, own and operate steamers, barges and other ferries in connection therewith, and for the purpose of navigating the Saint Lawrence river and gulf; and also owning and operating ocean going steamers; and with power to erect bridges over any rivers and streams necessary for the undertaking; and also to connect with and enter into running arrangements over any and all railways situated within a distance of three miles from any portion of said railway; and to purchase and operate the Baie des Chaleurs railway or any portion thereof, and also the Atlantic and Lake Superior railways or any portion thereof; also to receive from any government, corporation or persons grants of land or money and other assets in aid of the construction of the undertaking; and also to construct, maintain and operate telegraph and telephone lines along the route of said railway or tramway; also to acquire, own and operate mines and exercise mining rights and privileges, and to establish smelting and other works in connection therewith; and also to acquire and use water powers and erect and operate electrical works for use and transmission of electrical power for the operation of the said railway, and for other purposes; and to carry on lumbering, milling, transportation and forwarding business, together with such other powers and privileges as may be necessary for the attainment of the above objects.

E. A. D. MORGAN,
Solliciteur for applicants.

Montreal, 7th November, 1901.

4518

The undersigned, Léonidas Villeneuve, lumber merchant, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal; Pierre Terrault, notary, of the city of Montreal, and Hilaire Corbeil, grocer, of the said town of Saint Louis, in their capacity of testamentary executors and administrators appointed by the late Honorable Joseph Octave Villeneuve, in his lifetime senator of Canada, for the execution of his testament done at Montreal, before M^{re} Joseph P. Landry, notary, on the 16th October, 1900, give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law for the following purposes:

1. To define the powers of the testamentary executors and administrators appointed under the said testament, especially to declare that they will have the powers given to fiduciaries by the civil code of this province.

2. The replacing of the testamentary executors and administrators, and their remuneration.

3. To prolong the term during which the succession may continue the partnership which has existed between the said Joseph Octave Villeneuve and Léonidas Villeneuve; such term shall not exceed five years from the testator's death.

4. To give to the testamentary executors and administrators the necessary powers to dispose of

disposer de l'actif mobilier et immobilier de la dite société, de manière à protéger autant que possible les intérêts des associés.

5° De même pour la part du dit testateur dans les immeubles qu'il possédait par indivis avec Léonidas Villeneuve et Edouard Roy.

6° Autoriser les exécuteurs testamentaires à disposer de certains immeubles de la succession dans les cas urgents.

7° Autoriser les exécuteurs testamentaires et administrateurs à venir en aide aux enfants et petits enfants du testateur.

L. VILLENEUVE,
P. TERRAULT,
H. CORBEIL.

Montréal, 5 décembre 1901. 4513

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant les successions de feu John McDougall et feu Maud McDougall à disposer, par vente privée ou autrement, de leurs biens meubles et immeubles et de faire, de la même manière, tous actes et choses pour parvenir à la liquidation et au partage des biens.

T. BROSSEAU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 4 décembre 1901. 4505

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 377.

Dame Cécile Fournier, de Saint-Jean Port-Joli, dans le district de Montmagny, épouse commune en biens de Augustin Caron, du même lieu, charron, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Augustin Caron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de décembre courant.

DIONNE & GRENIER,
Procureurs de la demanderesse.

Montmagny, 5 décembre 1901. 4511

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Cyprien Dionne, de Fraserville, marchand, Failli.

Avis est donné qu'en vertu d'une ordonnance de la cour, en date du 29^e jour de novembre 1901, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 4 décembre 1901. 4503

AVIS DE CESSION.

Montmagny, }
No 88. } *Cour Supérieure.*
In re Eug. Arsenault, Requérent ;

et

J. C. Chouinard, Insolvable.
Je, soussigné, Ovid Roy, donne avis par les pré-

the assets, movable and immovable of the said partnership, so as to protect as far as can be done the interests of the partners, and

5. Also the ~~share~~ of the testator in the immovables which he possessed in joint-tenancy with said Léonidas Villeneuve and Edouard Roy.

6. To authorize the testamentary executors and administrators to dispose of certain immovables of the succession in urgent cases.

7. To authorize the testamentary executors and administrators to grant aid to the children and grand-children of testator.

L. VILLENEUVE,
P. TERRAULT,
H. CORBEIL.

Montreal, 5th December, 1901. 4514

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the estates of the late John McDougall and the late Maud McDougall to dispose, by private sale or otherwise, of the movable and immovable property belonging to said estates, and in like manner, do all acts and things to liquidate and divide said estates.

T. BROSSEAU,
Solicitor for applicants.

Montreal, 4th December, 1901. 4506

Miscellaneous Notice

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 377.

Dame Cécile Fournier, of Saint Jean Port Joli, in the district of Montmagny, wife common as to property of Augustin Caron, of the same place, wheelwright, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Augustin Caron, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 4th day of December, instant.

DIONNE & GRENIER,
Attorneys for Plaintiff.

Montmagny, 5th December, 1901. 4512

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*

In the matter of Cyprien Dionne, of Fraserville, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court, dated the 29th day of November, 1901, the undersigned have been appointed joint curators.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested on oath, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Québec, 4th December, 1901. 4504

NOTICE OF ASSIGNMENT.

Montmagny, }
No. 88. } *Superior Court.*
In re Eug. Arsenault, Petitioner for assignment ;

and

J. C. Chouinard, Insolvent.
I, the undersigned, Ovide Roy, give notice that

sentés que le vingt-sept novembre dernier, Joseph Charles Chouinard a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montmagny, conformément aux dispositions du code de procédure de la province de Québec.

4525

OVIDE ROY.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Gaspard Rochette, Québec,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 3 décembre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 3 décembre 1901.

4523

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Edmond Noël, Sault Montmorency,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge en date du 30 novembre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 30 novembre 1901.

4521

Dans l'affaire de la National Corset Mfg. Co. Québec,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23 décembre 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 7 décembre 1901.

4519

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Alphonse Martineau, de Québec,
pharmacien, Failli.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Andrews, en date du 3ième jour de décembre 1901, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 4 décembre 1901.

4501

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Benjamin Levesque, marchand,
Chicoutimi, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23 décembre 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec 5 décembre 1901.

4507

on the twenty-seventh day of November last, Joseph Charles Chouinard has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Montmagny, pursuant to the provisions of the code of civil procedure of the province of Québec.

4526

OVIDE ROY.

Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court*
In the matter of Gaspard Rochette, Québec,
Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge, dated the 3rd day of December, 1901, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 3rd December, 1901.

4524

Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
In the matter of Edmond Noël, Montmorency Falls,
Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge, dated the 30th day of November, 1901, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 30th November, 1901.

4522

In the matter of The National Corset Mfg. Co., Québec,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 23rd December, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 7th December, 1901.

4520

Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
In the matter of Alphonse Martineau, of Québec,
Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Andrews, dated the 3rd day of December, 1901, the undersigned have been appointed joint curators.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested on oath, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Québec, 4th December, 1901.

4502

Province of Québec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
In the matter of Benjamin Levesque, merchant,
Chicoutimi, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 23rd December, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 5th December, 1901.

4507

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. M. Béchard, marchand, Beauce
Junction, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 novembre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 décembre 1901. 4509

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
In the matter of A. M. Béchard, merchant, Beauce
Junction, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 30th November, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Québec, 5th December, 1901. 4510

Avis du Gouvernement

DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LES COLONIES.

A Son Excellence le Gouverneur Général.

Londres, 2 décembre 1901.

Câble,

En conséquence de la mise en force de la loi martiale dans tous les ports anglais de l'Afrique du Sud, il a été décrété avec le concours du gouvernement de la Colonie du Cap et Natal, que, après le premier jour de janvier prochain, les personnes désirant débarquer dans ces colonies devront se pourvoir d'un permis.

Les permis seront émis dans ce pays par un officier spécial nommé à cet effet, sur présentation d'un certificat signé par un membre du parlement, juge de paix, membre du clergé, ou ministre ou officier des troupes de Sa Majesté, attestant que le requérant possède au moins £100 ou est en position de se pourvoir par lui-même dans l'Afrique du Sud; que l'objet de son voyage (mentionné ici l'objet) est *bona fide* et qu'il n'a pas été déporté ou chassé de l'Afrique du Sud comme indigent.

Les requérants après production de certificats satisfaisants sont requis de signer une déclaration au même effet, déclarant de plus qu'ils n'aideront pas, ni directement ni indirectement en aucune manière les ennemis de Sa Majesté dans l'Afrique du Sud et qu'ils connaissent la pénalité qu'ils encourrent en vertu de la loi martiale.

Les membres d'une même famille seront désignés dans le permis accordé au chef; cependant un permis séparé sera requis pour chaque fils et fille au-dessus de 16 ans.

Avis sera publié mentionnant que les passagers venant des ports coloniaux doivent se pourvoir de permis du secrétaire colonial ou de l'officier nommé par le gouvernement colonial, qui devra être lui-même satisfait, autant que possible, et que les requérants rempliront les susdites conditions.

Des copies de permis et d'avis sus-mentionnés vous seront envoyés par la malle.

Les permis ne sont bons seulement que pour permettre aux passagers de débarquer dans l'Afrique du Sud, et ne seront pas une garantie qu'il leur sera permis de pénétrer dans l'intérieur du pays.

Deux copies de chaque permis émis seront retenues, une de record dans le bureau où il aura été émis et le deuxième sera envoyé le plus tôt possible à l'officier du port, où le passager désire débarquer, savoir: l'officier d'embarquement, Cape-town, le commandant du Port Elizabeth, le commandant East London, l'officier d'embarquement de Durban.

Le gouvernement de Sa Majesté est assuré qu'il peut compter avec confiance sur l'assistance spéciale de votre gouvernement dans cette affaire, vu que les autorités dans l'Afrique du Sud sont toutes d'accord à reconnaître que cette mesure est nécessaire pour empêcher les personnes peu désirables d'entrer maintenant dans l'Afrique du Sud.

Government Notice

FROM THE SECRETARY OF STATE FOR THE COLONIES.

To His Excellency the Governor General.

London, 2nd December, 1901.

Cable,

In consequence of the establishment of martial law at all British South African ports, it has been decided with the concurrence of the Government of Cape Colony and Natal, that, after the first of January next, persons desiring to land in those colonies must provide themselves with a permit.

Permits are to be issued in this country by a special permit officer, on the production of a certificate signed by a member of parliament, justice of the peace, clergyman, or minister or officer of His Majesty's forces to the effect that the applicant is in possession of at least £100 or is in a position to maintain himself in South Africa, that the object of his journey (object to be stated), in *bona fide* and that he has not been deported or sent out of South Africa as indigent.

Applicants after producing satisfactory certificates are required to sign a declaration to the same effect with the additional statement that they will not directly or indirectly assist in any way whatsoever His Majesty's enemies in South Africa and that they are aware of the penalty for so doing under martial law.

Members of one family to be shown in permit issued to the head, provided that a separate permit will be required for each son and daughter over 16.

Notice published stating that passengers from Colonial ports must supply themselves with permits from the Colonial Secretary or some officer appointed by the Colonial Government who will satisfy himself, as far as possible, that applicants fulfil the above conditions.

Specimen copies of permits and of notice summarized above are being sent to you by mail.

Permits are available only to enable passengers to land in South Africa and are no guarantee that they will be allowed to proceed inland.

Two copies of each permit issued will be retained, one for record in the office of issue and the second to be despatched at the earliest opportunity to the officer at port to which the passenger is proceeding, viz: the embarkation officer, Cape town, the Commandant Port Elizabeth, the Commandant East London, the embarkation Officer, Durban

His Majesty's government feel sure that it may confidently rely upon the special assistance of your government in this matter as the authorities in South Africa are all agreed that this measure is necessary to prevent undesirable persons from entering South Africa at the present time.

Les personnes partant des ports étrangers sont notifiées qu'elles doivent avoir des permis des consuls anglais.

4531

CHAMBERLAIN.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour de décembre 1901, incorporant Lacasse Rousseau, entrepreneur-électricien, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal; Théophile Alain, comptable, de la cité de Montréal; Henri Grandbois, comptable, de Saint-Casimir; Arthur Rousseau, médecin, de la cité de Québec; Maurice Rousseau, avocat, de la ville de Montmagny, pour les fins suivantes, savoir: La fabrication et l'exploitation d'un système d'horloges électriques; la fabrication, la vente et l'installation d'appareils de lumière électrique, de téléphones, de sonneries et de tous autres appareils électriques; la fabrication, la vente et l'installation d'appareils de lumière électrique, de téléphones, de sonneries et de tous autres appareils électriques, sous le nom de "La Compagnie Electrique Crescent," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille actions (1000) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce cinquième jour de décembre 1901.

ADELARD TURGEON,

4529

Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné, que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'Agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont par les présentes constitués en corporations.

Dans le comté des Deux Montagnes, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle Agricole de la paroisse de L'Annonciation."

Dans le comté de Pontiac, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle agricole de la municipalité du canton Duhamel."

Dans le comté de Saguenay, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle agricole de la mission de Saint-Firmin."

F. G. MIVILLE DECHENE,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 4 décembre 1901.

4527

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 49

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ:—Lot 484, de Sainte-Martine à Saint-Urbain Premier, comté Châteauguay, 2235.

ANNONCEURS:—Avis aux:—Concernant avis, etc., 2233;

AVIS:—Examens pour admission à l'étude et à l'enregistrement de l'architecture, 2245; Permis d'entrée en vertu de la loi martiale, 2265.

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL:—Avis au sujet des:—Sénat et Chambres des Communes, 2236.

BILLS PRIVÉS, P. Q.:—Avis au sujet des:—Assemblée législative, 2239; Conseil législatif, 2238.

CERCLES AGRICOLES:—Formation de:—Paroisse de L'Annonciation, 2266; Municipalité du canton Duhamel, 2266; Mission de Saint-Firmin, 2266.

Persons proceeding from foreign ports are being notified that they should obtain permits through the British Consular Officers.

4532

CHAMBERLAIN.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1901, incorporating Lacasse Rousseau, electrical contractor, of the town of Saint Louis, district of Montreal; Théophile Alain, accountant, of the city of Montreal; Henri Grandbois, accountant, of Saint Casimir; Arthur Rousseau, physician, of the city of Quebec; Maurice Rousseau, advocate, of the town of Montmagny, for the following purposes, to wit: The fabrication and working of a system of electric clocks; the fabrication, sale and installation of electric light, telephone and bell ringing apparatus, and of any other electric apparatus, by the name of "The Crescent Electric Company", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000), divided into one thousand (1000), shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fifth day of December, 1901.

ADELARD TURGEON,

4530

Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs, which are hereby constituted in corporations.

In the county of Two Mountains, the following club is authorized under the following name:

"Farmers' club of the parish of L'Annonciation."

In the county of Pontiac, the following club is authorized under the following name:

"Farmers' club of the municipality of township Duhamel."

In the county of Saguenay, the following club is authorized under the following name:

"Farmers' club of the mission of Saint Firmin."

F. G. MIVILLE DECHENE,

Minister of agriculture.

Québec, 4th December, 1901.

4528

Index of the Quebec Official Gazette, No. 49

MUNICIPALITIES ANNEXED:—Lot 284, of Sainte-Martine to Saint Urbain Premier, county Châteauguay, 2235.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices &c. 2233.

NOTICE:—Examinations to study architecture and for registration, 2245; Permet to land under martial law, 2265.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P.:—Notices respecting the:—Senate and House of Commons, 2236.

PRIVATE BILLS, P. Q.:—Notices Respecting the:—Legislative Assembly, 2239; Legislative Council, 2238.

FARMERS' CLUBS:—Formation of:—Parish of L'Annonciation, 2266; Municipality of township Duhamel, 2266; Mission of Saint Firmin, 2266.

DEMANDES A LA LEGISLATURE :—Admettre Alex Legault à la pratique du droit, 2242 ; Admettre L. D. Eug. Rousseau à la pratique du notariat, 2242 ; Admettre William Kennett McKeown à la pratique du droit, 2243 ; Admettre Louis Savard à la pratique du notariat, 2241 ; Cie chemin de fer Gaspé et Western, 2262 ; Définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de la succession Villeneuve, 2262 ; Disposer des biens de feu John McDougall *et al*, 2263 ; Hubert Alexandre McCrea, 2245 ; Incorporer "The Montreal Medico Chirurgical Society", 2243 ; Incorporer la Cie de Pulpe de Métabetchouan, 2244 ; Joachim Reid, 2245 ; La Cie du chemin de fer de Matane et Gaspé, 2242 ; L. B. Alf. Charlebois, 2242 ; Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, 2243 ; Pour la passation d'un acte à l'effet de changer le testament de Jos. Oct. Villeneuve, 2243 ; Ville de Joliette, 2241.

Ratifier un acte de vente :—Dme Auclair *et al*, 2245.

DÉPENSES D'ÉLECTION :—Etat de C. E. Dubord, candidat dans le comté de Québec, 2245.

FAILLIS :—Bechard, 2265 ; Chouinard, 2262 ; Dionne, 2263 ; Levesque, 2264 ; Martineau, 2264 ; National Corset Manufacturing Coy, 2264 ; Noël, 2264 ; Rochette, 2264 ; Schwartz, 2250 ; St. Cyr, 2250 ; Thompson, 2250 ; Waldron, 2250.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE :—A. C. Larivière, 2247 ; La Cie d'Imprimerie du Bulletin du Travail, 2249 ; The Crown Laundry Coy, 2248 ; The Laineau Manufacturing Coy, 2249 ; The Foster Bennett Coy, 2248.

LETRES PATENTES EMISES :—La Compagnie Electrique Crescent, 2266 ; The Imperial Syrup Coy, 2235.

LICITATIONS :—Kelly *et al* vs Dme Kelly *et al*, 2254 ; Sisco vs Lauder *et al*, 2251 ; Stephens vs Stephens & Meighen, 2253.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—De P. S. Grandpré à M. Eug. Labrèche, 2236.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer :—Divers lots de la paroisse Saint George d'Henryville à Saint-Thomas, comté Missisquoi, 2236.

NOMINATIONS :—*Commissionaire per dedimus potestatem*, Joliette, 2233.

Estimateurs :—Municipalité Sainte-Marie de Sayabec, comté de Matane, 2233.
Membres du conseil d'arbitrage, 2233.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 2234.

RÈGLE DE COUR :—Ruiter vs Purdy, 2250.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Boily vs Genest, 2247 ; Butler vs Crockford, 2246 ; Charbonneau vs Paré, 2246 ; Chapleau vs Pepin, 2246 ; Claxton vs Ayer, 2247 ; Desmarais vs Jourdain, 2247 ; Fournier vs Caron, 2263 ; Rémillard vs Brosseau, 2246 ; Tardy vs Laperrière, 2246.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc* :—Cranbourne, 2236 ; Duquesne, 2236 ; Matane, 2235 ; McNider, 2235 ; Romieux, 2236.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Alex Legault to the practice at law, 2242 ; To admit L. D. Eug. Rousseau to the practice as notary, 2242 ; To admit William Kennett McKeown to the practice at law, 2243 ; To admit Louis Savard to the practice as notary, 2241 ; Gaspé and Western Railway Coy, 2262 ; To define the powers of testamentary executors of the estate Villeneuve, 2262 ; To dispose of the estate of the late John McDougall *et al*, 2263 ; Hubert Alexandre McCrea, 2245 ; To incorporate "The Montreal Medico Chirurgical Society", 2243 ; Incorporer la Cie de Pulpe de Métabetchouan, 2244 ; Joachim Reid, 2245 ; La Cie du chemin de fer de Matane et Gaspé, 2242 ; L. B. Alf. Charlebois, 2242 ; Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, 2243 ; For a bill to change the last will and testament of Jos Oct. Villeneuve, 2243 ; Town of Joliette, 2242.

Ratifying a deed of sale :—Dme Auclair *et al*, 2245.

ELECTION EXPENSES :—Statement of C. E. Dubord, candidate in the county of Quebec, 2245.

INSOLVENTS :—Bechard, 2265 ; Chouinard, 2262 ; Dionne, 2263 ; Levesque, 2264 ; Martineau, 2264 ; National Corset Manufacturing Coy, 2264 ; Noël, 2264 ; Rochette, 2264 ; Schwartz, 2250 ; St. Cyr, 2250 ; Thompson, 2250 ; Waldron, 2250.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—A. C. Larivière, 2247 ; La Cie d'Imprimerie du Bulletin du Travail, 2249 ; The Crown Laundry Coy, 2248 ; The Laineau Manufacturing Coy, 2249 ; The Foster Bennett Coy, 2248.

LETTERS PATENT, ISSUED :—The Crescent Electric Company, 2266 ; The Imperial Syrup Coy, 2235.

LICITATIONS :—Kelly *et al* vs Dme Kelly *et al*, 2254 ; Sisco vs Lauder *et al*, 2151 ; Stephens vs Stephens & Meighen, 2253.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—Of P. S. Grandpré to M. Eug. Labrèche, 2236.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex :—Several lots of the parish Saint George d'Henryville to Saint Thomas, county Missisquoi, 2136.

APPOINTMENTS :—*Commissioner per dedimus potestatem*, Joliette, 2234.

Valuators :—Municipalité Sainte Marie de Sayabec, county of Matane, 2233.
Members of the council of arbitration, 2283.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 2134.

RULE OF COURT :—Ruiter vs Purdy, 2250.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Boily vs Genest, 2247 ; Butler vs Crockford, 2246 ; Charbonneau vs Paré, 2246 ; Chapleau vs Pepin, 2246 ; Claxton vs Ayer, 2247 ; Desmarais vs Jourdain, 2247 ; Fournier vs Caron, 2263 ; Rémillard vs Brosseau, 2246 ; Tardy vs Laperrière, 2246.

CROWN LANDS :—*Notices of cancellation, etc* :—Cranborne, 2236 ; Duquesne, 2236 ; Matane, 2235 ; McNider, 2236 ; Romieux, 2236.

VENTES PAR LES SHERIFS :

- ARTHABASKA :—Provencher vs Provencher, 2254.
 BEDFORD :—England *et al* vs Scott, 2155 ; Saxe
et al vs Duchesneau, 2256.
 IBERVILLE :—Gratton *et al* vs Corneille, 2157 ; La
 Banque Saint-Jean vs Raymond & Roy, 2256.
 JOLIETTE :—Langelier vs Charlebois, 2257.
 KAMOURASKA :—Sirois vs Dumont, 2258.
 MONTRÉAL :—Parish vs Breton, 2258.
 PONTIAC :—Dme Wright *et al* vs Propriétaire
 inconnu, 2259.
 QUÉBEC :—Larue vs O'Donnell, 2259 ; Larue vs
 O'Donnell, 2260 ; Rousseau vs Vien, 2260.
 RIMOUSKI :—Talbot vs Lavoie, 2261.
 SAINT-FRANÇOIS :—Tremblay vs Bonneau, 2261.

SHERIFF'S SALES :

- ARTHABASKA :—Provencher vs Provencher, 2254.
 BEDFORD :—England *et al* vs Scott, 2155 ; Saxe
et al vs Duchesneau, 2256.
 IBERVILLE :—Gratton *et al* vs Corneille, 2157 ; La
 Banque Saint Jean vs Raymond & Roy, 2256.
 JOLIETTE :—Langelier vs Charlebois, 2257.
 KAMOURASKA :—Sirois vs Dumont, 2258.
 MONTREAL :—Parish vs Breton, 2258.
 PONTIAC :—Dme Wright *et al* vs Proprietor
 unknown, 2259.
 QUEBEC :—Larue vs O'Donnell, 2259 ; Larue vs
 O'Donnell, 2260 ; Rousseau vs Vien, 2260.
 RIMOUSKI :—Talbot vs Lavoie, 2261.
 SAINT FRANCIS :—Tremblay vs Bonneau, 2261.